

REPUBLIQUE GABONAISE

Union - Travail – Justice



RAPPORT EXPLICATIF ACCOMPAGNANT LA LOI DE REGLEMENT, GESTION 2022

Présenté

au nom de Monsieur Raymond NDONG SIMA

Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la Transition

par :

Monsieur Charles M'BA, Ministre des Comptes Publics

et

Monsieur Mays MOUISSI, Ministre de l'Economie et des Participations

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE : LE CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BUDGET.....	3
I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN 2022	4
A- LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISES	4
B- LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	4
C- LA CONJONCTURE DANS LES PAYS DE LA CEMAC	5
D- L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE	5
II. LE CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL EN 2022	7
A. LE PRODUIT INTERIEUR BRUT.....	7
B. L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX.....	10
C. LA BALANCE DES PAIEMENTS	13
D. LA SITUATION MONETAIRE	15
1. LES RESSOURCES MONETAIRES.....	15
□ La masse monétaire (M2).....	15
□ Les ressources extra-monétaires	16
2. LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE	16
□ Les avoirs extérieurs nets	16
□ Le crédit intérieur	16
□ Les créances nettes sur l'Etat.....	17
□ Les créances sur l'économie	17
E. LA POLITIQUE MONETAIRE	17
DEUXIEME PARTIE : L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2022	18
I. L'EXECUTION DES OPERATIONS BUDGETAIRES	19
A- Les opérations du budget général	20
B- Les opérations des comptes spéciaux (CS)	29
II. L'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT	33
A- Les ressources de trésorerie et de financement	33
B- Les charges de trésorerie et de financement.....	34
III. LES OPERATIONS DE LA COMPTABILITE GENERALE	35
A- Présentation du bilan	35
Tableau n°34 : Bilan.....	35
B- Présentation du compte de résultat.....	37

PREMIERE PARTIE : LE CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BUDGET

I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN 2022

En 2022, l'activité économique mondiale a été marquée par une décélération après une progression de 6,1%, observée un an plus tôt. En effet, cette décline de l'activité s'est opérée dans un contexte d'inflation galopante, de flambée des cours de l'or noir et d'une résurgence de la COVID 19 en Chine.

En matière de politique monétaire, de nombreuses banques centrales ont opté pour une remontée progressive des principaux taux directeurs afin de juguler les pressions inflationnistes.

Dans ce contexte, quoique positif, le PIB mondial a reculé à 3,5% sur l'année.

A- LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISES

La croissance économique des pays avancés s'est détériorée pour fléchir à 2,6% contre 5,4% en 2021. Le poids de la facture énergétique, la contraction de la consommation des ménages et la baisse des investissements en sont les facteurs explicatifs.

Aux **Etats-Unis**, le relèvement des principaux taux directeurs combiné à la hausse des prix ont influé négativement sur la consommation des ménages. Ainsi, le PIB a régressé à 1,9% contre 5,9% en 2021.

L'**économie japonaise** a reflué à 1,0% contre +2,2% l'année précédente, en lien avec le ralentissement de ses principaux partenaires économiques, la baisse de l'investissement et la hausse de l'inflation.

Dans son ensemble, l'économie de la zone **euro** a enregistré un repli de son PIB à 3,4%. Sur la période, l'activité s'est montrée plus résiliente, comparativement aux autres régions du globe, en profitant de l'amélioration des chaînes d'approvisionnement et du redressement de l'économie chinoise.

Pénalisé par l'alourdissement de la facture énergétique et les dysfonctionnements des chaînes d'approvisionnement, le produit intérieur brut de **l'Allemagne** a ralenti à 1,8% en 2022 contre 2,6% en 2021. Parallèlement, la croissance de l'économie **française** s'est située à 2,5%, plombée par l'inflation.

Sur la période d'analyse, la croissance **espagnole** a augmenté à 5,8% contre 5,5% en 2021. Ce résultat provient de la bonne tenue de la consommation et du tourisme. Par contre, l'expansion italienne a décéléré pour s'établir à 3,7%, plombée par une inflation record.

Hors de la Zone, le Royaume-Uni a subi une diminution de son produit intérieur brut à 4,3%, en rapport avec les difficultés liées aux effets du Brexit.

B- LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Sur la période, quoique robuste, l'activité économique dans les pays **émergents et en développement** a également fléchi de 6,9% en 2021 à 4,1%. La morosité de la demande extérieure, le durcissement des conditions financières extérieures et la persistance de l'inflation, expliquent cette évolution.

Très dépendante des marchés internationaux, l'activité économique des pays émergents d'Europe a reculé, suite à la contraction des échanges. Le PIB de ces pays a décliné à 1,2% contre une croissance de 7,3% en 2021. Dans cet ensemble, l'expansion **russe** a chuté à -1,2% de son PIB, en proie aux sanctions internationales.

Concomitamment, le produit intérieur brut de la **Chine** a progressé de 3% en 2022. Cette faible croissance est imputable à la crise immobilière et à la faiblesse de la consommation interne. En Inde, l'économie a connu une progression de 7,2%, en lien avec une bonne tenue de la demande intérieure.

Des conditions extérieures moins favorables en raison de la hausse de l'inflation et les effets de la crise sanitaire sur la région ont plombé l'activité économique en Amérique latine (4,2% contre 7% en 2021). Le **Brésil** et le **Mexique**, principales économies de la région, ont enregistré respectivement des taux de croissance de 3% et 3,9%.

A l'instar des autres blocs économiques, l'Afrique subsaharienne a enregistré un ralentissement de l'expansion de 4,8% en 2021 à 4% en 2022. L'Afrique du sud, deuxième économie de la zone, fait face à des contraintes structurelles. Ainsi, au **Nigéria** et en **Afrique du sud**, la croissance du PIB a été respectivement de 3,3% et 1,9%.

C- LA CONJONCTURE DANS LES PAYS DE LA CEMAC

Dans la zone CEMAC, le PIB a augmenté pour atteindre 2,9% en 2022, contre 1,7% un an plus tôt. Cette évolution résulte d'un rebond de la croissance pétrolière malgré une décélération de la croissance non pétrolière.

Par pays, le PIB est : Cameroun (3,4%), République Centrafricaine (0,6%), Congo (2,2%), Gabon (3%), Guinée Equatoriale (3%) et Tchad (2,5%).

D- L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

En 2022, l'indice des cours des produits de base établi par le FMI a progressé de 33,5%, sous l'effet de l'explosion des prix de l'énergie (+63,6%). Dans le même temps, les cours des produits non énergétiques ont augmenté de 7,4%, à la faveur de la bonne tenue des prix des produits alimentaires (+14,1%) et des métaux de base, suite à la forte demande émanant de la zone Euro et des Etats-Unis ainsi qu'à la baisse des stocks en Chine.

Le pétrole

En 2022, le marché du pétrole a été bien orienté, malgré le contexte de guerre entre la Russie et l'Ukraine. Il a été soutenu par la discipline des pays membres de l'Opep+, la faiblesse des stocks mondiaux, les tensions sur l'offre nées du recul des investissements dans l'exploration-production un peu partout dans le monde. En conséquence, les cours ont progressé de 39,8% en moyenne à 99 dollars américain (USD) contre 70,8 USD en 2021.

Le minerai de manganèse

Au cours de l'année 2022, le marché mondial du minerai de manganèse s'est caractérisé par un déficit de l'offre par rapport à la demande. Ainsi, les stocks aux ports chinois se sont établis à 6,1 millions de tonnes (Mt). Dans le détail, la consommation annuelle de minerai de manganèse a baissé de 3% à 20,8 Mt en 2022 ; alors que la production mondiale de minerai n'a progressé que de 2% pour atteindre 21,1 Mt.

L'huile de palme

Au terme de l'année 2022, les cours de l'huile de palme ont progressé de 10% à 1 177 dollars US la tonne métrique, comparativement à la même période de l'année précédente. Cette hausse des cours provient de l'augmentation de la demande internationale, notamment suite à la réouverture du marché chinois, en raison de l'assouplissement des restrictions sanitaires.

Le sucre

Les prix ont été soutenus par une offre restreinte, face à une demande qui est restée robuste. En effet, les prix ont subi une pression à la hausse, suite aux craintes d'une pénurie liée à des récoltes tardives en Thaïlande, en Australie et en Amérique centrale. En conséquence, le prix du sucre blanc s'est apprécié de 5,4% à 18,83 cents la livre à Londres.

Le cacao

Sur la campagne 2021/2022, le marché mondial du cacao a été bien approvisionné. En effet, selon l'Organisation internationale du cacao (Icoco), la production de fèves a atteint 4,9 millions de tonnes. Dans le même temps, la demande mondiale s'est appréciée de 2%, atteignant 5,081 Mt en 2021/22 selon l'ICCO. De ce fait, les prix moyens de l'or brun ont gagné 3% pour s'établir à 2 567,1 USD/tonne.

Le café

Le marché du café a été volatile en 2022, lesté par une récolte abondante au Brésil. Ainsi, après la bonne orientation des cours en 2021, du fait des risques de perturbation de l'offre, la livre du café arabica a perdu 26% de sa valeur, pour se situer en moyenne à 124,5 cents. La qualité robusta ne s'est pas mieux portée. Le prix de la tonne a reculé de 24% à Londres, s'établissant à 68,3 cents la livre, sur l'année.

Le caoutchouc naturel

Les cours du caoutchouc naturel se sont dépréciés de 13,8% à 71,81 cents/lb, en moyenne, au cours de l'année 2022. Cette contraction du prix moyen a été influencée par le repli de la demande, notamment en Chine et au Japon, où l'industrie automobile a enregistré des résultats peu appréciables.

L'or

Les cours moyens de l'or se sont appréciés de 5,8% à 1 904 dollars l'once comparativement à la même période en 2021. En qualité de valeur refuge, l'or a tiré profit des deux premiers mois de la guerre en Ukraine. Les cours de ce produit ont ensuite été chahutés par la remontée des taux d'intérêt, avant de se stabiliser sur le dernier trimestre.

II. LE CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL EN 2022

En 2022, le contexte national est marqué par la survenance de la guerre entre la Russie et l'Ukraine et ses corollaires (ralentissement de la croissance mondiale, inflation élevée, hausse des cours des produits de base) sur le plan international, et sur le plan intérieur, par la poursuite de la mise en œuvre des chantiers du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT), notamment dans les domaines des infrastructures de transport, agricole, halieutique, sylvicole, pharmaceutique et minier, avec l'appui des partenaires au développement.

A. LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

L'économie nationale a connu une progression du PIB réel de +3% en 2022 contre +1,5% en 2021. Cette performance provient de la hausse de l'activité du secteur pétrole (+3,3%) et hors-pétrole (+2,9%) d'une part, et de la dynamique de la demande interne et extérieure, d'autre part.

Tableau n°1 : Evolution du taux de croissance 2020-2022

	2020	2021	2022
PIB total	-1,8%	1,5%	3,0%
Pétrole	-1,2%	-6,7%	3,3%
Hors pétrole	-1,9%	2,5%	2,9%

Source : DGEPF

1. Le PIB par secteur d'activité (offre)

Du point de vue de l'offre, la croissance a été tirée à la fois par les secteurs primaire (+6,5%), secondaire (+2,8%) et tertiaire (+3,5%).

Dans le secteur primaire, toutes les branches ont soutenu l'activité. La consolidation de l'activité dans l'agriculture (+10%) résulte de la hausse de la production de l'huile de palme de 37,7% à 147,8 milliers de tonnes en 2022, en raison des bons rendements des plantations de Mouila et d'Awala. De même, la production du caoutchouc a progressé de 13,2% à 6 220 tonnes, en lien avec le retour à la normale des activités de SIAT sur les plantations de Bitam.

La reprise de l'activité pétrolière (+3,3%) en 2022 est à mettre, en lien avec la levée des quotas de production de l'accord de l'OPEP+ ainsi que l'optimisation des champs matures.

En outre, les acquis du manganèse se sont consolidés de +7,1% à 9,968 millions de tonnes, sous l'effet de l'exploitation de nouveaux gisements de Moanda et de Ndjolé. Cette progression a été encouragée par la fermeté de la demande internationale.

Enfin, la bonne tenue de la branche exploitation forestière (+12,3%) résulte de l'exploitation des nouvelles surfaces forestières et de la hausse de la demande des industries locales.

Le raffermissement des activités du secteur secondaire (+2,8% contre +8,2% en 2021) découle de l'ensemble des branches. La progression des BTP (+5,7%) provient de la poursuite de l'exécution des grands travaux d'infrastructures tels que les réseaux routiers, la réfection des voiries urbaines, la mise en œuvre des chantiers dans le domaine de l'adduction d'eau.

La consolidation de l'activité de l'industrie minière (+17,6%) s'explique par la hausse de la production de silico manganèse de 3,2% à 42,3 milliers de tonnes et par la mise en production de l'oxyde de manganèse.

Le relèvement des industries du bois (+1,3%) est lié à l'augmentation de la demande locale et internationale et de la mise en production de nouvelles unités situées dans les Zones d'Investissement Spéciales (Ikolo à Lambaréné et

Mpassa-Lebombi à Franceville et Moanda). Par ailleurs, la croissance dans les Autres Industries (+4,2%) provient de la montée en puissance de l'activité dans la ZERP de Nkok, avec notamment la mise en exploitation de nouvelles usines (hors industrie du bois) dans les Zones Economiques.

La progression du secteur tertiaire (+3,5% contre +1,6% en 2022) est tirée notamment par les branches Transports et Communications (+3,6%) qui ont bénéficié du dynamisme du transport ferroviaire et maritime, à la faveur de la bonne tenue des branches des mines et de l'industrie du bois. La croissance de l'activité des services (+3,2%) s'explique par la hausse des services aux entreprises et le retour à la normale de la branche restauration collective et hôtellerie. En outre, la branche commerce, après le repli observé en 2021, a connu une amélioration de son activité de +3,1%, en lien avec la hausse de la commande publique et privée.

Tableau n°2 : Evolution du PIB par secteur d'activité de 2020 à 2022

En milliards de FCFA	PIB nominal (au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2020	2021	2022	21/20	22/21	2020	2021	2022	21/20	22/21
Produit intérieur brut	8 830,8	10 782,8	12 750,1	22,1%	18,2%	5 641,9	5 724,7	5 898,6	1,5%	3,0%
PIB marchand	6 923,7	8 977,2	10 922,9	29,7%	21,7%	4 095,2	4 269,7	4 449,7	4,3%	4,2%
Secteur primaire	2 212,1	3 308,7	4 779,3	49,6%	44,4%	1 244,2	1 310,2	1 395,1	5,3%	6,5%
Agriculture, Elevage, Pêche	459,6	517,1	570,9	12,5%	10,4%	374,9	408,7	444,9	9,0%	8,9%
Exploitation forestière	124,7	212,8	231,7	70,7%	8,9%	81,9	135,8	152,6	65,8%	12,3%
Pétrole brut	1 363,6	2 283,2	3 600,8	67,4%	57,7%	628,7	586,3	605,5	-6,7%	3,3%
Mines	264,2	295,5	375,9	11,8%	27,2%	158,6	179,3	192,1	13,0%	7,1%
Secteur secondaire	2 054,1	2 820,0	3 119,9	37,3%	10,6%	947,4	1 025,0	1 053,3	8,2%	2,8%
Industries agro-alimentaires, boissons	198,3	212,8	226,4	7,3%	6,4%	126,5	131,4	134,2	3,9%	2,1%
Industrie du bois	192,9	287,2	297,9	48,9%	3,7%	117,3	157,8	159,8	34,5%	1,3%
Autres industries y.c minières	328,1	357,4	384,4	8,9%	7,5%	160,9	170,0	178,9	5,7%	5,2%
Raffinage	10,0	12,2	13,2	22,1%	8,1%	7,9	9,1	9,5	14,7%	4,4%
Electricité, Eau	115,4	117,9	123,3	2,1%	4,6%	55,5	55,9	56,4	0,9%	0,9%
BTP	298,2	367,7	404,6	23,3%	10,0%	150,7	178,0	188,1	18,1%	5,7%
Secteur tertiaire	2 657,5	2 848,5	3 023,7	7,2%	6,1%	1 903,6	1 934,5	2 001,4	1,6%	3,5%
Transports & Communications	1 134,2	1 252,7	1 318,7	10,4%	5,3%	802,0	837,0	867,3	4,4%	3,6%
Services	923,4	989,9	1 056,2	7,2%	6,7%	668,7	680,1	701,8	1,7%	3,2%
Commerce	498,5	515,4	553,1	3,4%	7,3%	261,1	256,6	264,6	-1,7%	3,1%
Services bancaires, assurances	285,9	306,1	317,0	7,1%	3,6%	267,4	275,4	283,0	3,0%	2,8%
DTI et TVA	607,0	494,6	500,6	-18,5%	1,2%	518,7	420,7	410,1	-18,9%	-2,5%
PIB non marchand	1 300,1	1 311,0	1 326,6	0,8%	1,2%	1 028,0	1 034,3	1 038,7	0,6%	0,4%

Source : DGEFP

2. Le PIB par la demande

L'activité économique a été soutenue aussi bien par la demande intérieure (+4,6%) que par la demande extérieure (+11,6%).

La hausse de la demande intérieure est liée à la poursuite des investissements (+8,3%) et à la reprise de la consommation totale (+0,8%). L'accroissement des investissements découle essentiellement du secteur privé (+9%) notamment pétrolier (+14,2%), malgré le frémissement observé dans la composante publique (+0,3%). Par ailleurs, la reprise de la consommation totale résulte de la consommation publique (+3,8%) en raison de l'augmentation des dépenses en biens et services.

La hausse de la demande extérieure a été soutenue essentiellement par les exportations des biens (+13%) notamment des produits de la rente (+35%), des mines (+11,2%) et la reprise des ventes de pétrole (+2,3%).

Tableau n°3 : Evolution du PIB par la demande de 2020 à 2022

En milliards de FCFA	PIB nominal ((au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2020	2021	2022	21/20	22/21	2020	2021	2022	21/20	22/21
PRODUIT INTERIEUR BRUT	8 830,8	10 782,8	12 750,1	22,1%	18,2%	5 641,9	5 724,7	5 898,6	1,5%	3,0%
DEMANDE INTERIEURE	6 615,6	6 843,9	7 255,5	3,5%	6,0%	6 629,8	7 018,1	7 341,9	5,9%	4,6%
DEMANDE EXTERIEURE	6 191,6	9 202,9	11 738,1	48,6%	27,5%	6 911,7	7 977,6	8 981,6	15,4%	12,59%
CONSOMMATION TOTALE	4 861,5	4 961,6	5 212,1	2,1%	5,0%	3 508,4	3 500,9	3 529,6	-0,2%	0,8%
Ménages	3 700,5	3 687,3	3 834,2	-0,4%	4,0%	2 577,9	2 540,9	2 532,9	-1,4%	-0,3%
Administrations	1 161,0	1 274,2	1 377,9	9,8%	8,1%	930,5	959,9	996,8	3,2%	3,8%
INVESTISSEMENT TOTAL	1 754,1	1 882,3	2 043,4	7,3%	8,6%	3 121,4	3 517,2	3 812,2	12,7%	8,4%
Privé	1 525,6	1 627,2	1 785,0	6,7%	9,7%	2 894,6	3 286,4	3 580,9	13,5%	9,0%
dont : Pétrole	379,1	464,7	563,2	22,6%	21,2%	1 662,2	2 019,4	2 305,7	21,5%	14,2%
Hors Pétrole	1 146,6	1 162,5	1 221,8	1,4%	5,1%	1 232,3	1 267,1	1 275,1	2,8%	0,6%
Administration	228,5	255,1	258,5	11,6%	1,3%	226,8	230,7	231,3	1,7%	0,3%
EXPORTATIONS TOTALES	4 203,4	6 571,0	8 616,3	56,3%	31,1%	2 961,9	3 342,1	3 769,2	12,8%	12,8%
Pétrole	2 555,3	4 233,2	5 653,1	65,7%	33,5%	1 169,4	1 069,8	1 094,0	-8,5%	2,3%
Hors Pétrole	1 452,6	2 133,3	2 742,2	46,9%	28,5%	1 725,6	2 204,1	2 605,6	27,7%	18,2%
dont : Rentes et autres produits d'exportations	660,0	1 085,2	1 471,5	64,4%	35,6%	690,6	956,3	1 290,8	38,5%	35,0%
Mines	426,0	503,5	724,0	18,2%	43,8%	629,1	703,0	781,7	11,7%	11,2%
Bois transformé	362,9	540,4	541,6	48,9%	0,2%	402,3	541,2	529,3	34,5%	-2,2%
Produits manufacturiers	3,7	4,1	5,1	10,2%	22,9%	3,6	3,6	3,8	0,8%	6,8%
IMPORTATIONS TOTALES	1 988,2	2 632,0	3 121,8	32,4%	18,6%	3 949,8	4 635,5	5 212,4	17,4%	12,4%
dont Consommations	456,1	478,6	556,2	4,9%	16,2%	436,4	477,8	511,5	9,5%	7,0%
Equipements	483,8	356,9	667,8	-26,2%	87,1%	693,1	576,7	1 019,7	-16,8%	76,8%
Intermédiaires	524,3	546,4	681,3	4,2%	24,7%	536,6	571,4	679,7	6,5%	19,0%

Source : DGEPP

B. L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

1. L'emploi

En 2022, le nombre de salariés dans le secteur public a augmenté de 0,4% pour s'établir à 100 718 agents en comparaison à 2021. Cette situation est liée à l'augmentation des effectifs de la fonction publique (+1,2%), nonobstant la baisse de 4,6% de ceux de la main d'œuvre non permanente (MONP), en raison de la poursuite de la politique de non-remplacement systématique des départs à la retraite des agents de cette catégorie.

L'augmentation du nombre d'employés dans la fonction publique résulte essentiellement de la mise en œuvre du plan de régularisation des situations administratives des agents publics initié depuis la fin de l'année 2020.

Tableau n°4 : Evolution de l'emploi dans le secteur public (hors collectivités locales)

Désignations	2020	2021	2022	Var 22/21
Secteur public	97 781	100 295	100 718	0,4%
<i>Fonction Publique</i>	84 168	87 176	88 206	1,2%
<i>MONP</i>	13 613	13 119	12 512	-4,6%

Sources : DGBFiP / DGEFP.

a. Les effectifs par administration

La hausse observée des effectifs de la Fonction publique provient de la quasi-totalité des administrations à savoir : les Pouvoirs Publics (+1,6%), l'Administration des Transports (+2,7%), l'Administration du Développement (+3,7%), l'Administration Economique (+2,4%), l'Administration de l'Education (+1,7%). Cette situation s'explique par les régularisations des situations administratives enregistrées au sein de ces administrations au cours de cette période.

Par contre, l'Administration générale et sociale enregistrent une diminution de leurs effectifs respectivement de (-0,3%) et de (-0,7%) en glissement annuel.

Tableau n°5 : Evolution de l'emploi public par département

Départements	2020	2021	2022	22/21
Pouvoirs publics	22 202	22 431	22 798	1,6%
Administration générale	15 546	15 434	15 385	-0,3%
Administration économique	6 757	8 091	8 288	2,4%
Administration du développement	3 425	3 886	4 031	3,7%
Administration des transports	993	1 005	1 032	2,7%
Administration de l'éducation	24 551	25 240	25 666	1,7%
Administrations sociales	10 653	11 046	10 969	-0,7%
Autres	41	43	37	-14,0%
Total Général	84 168	87 176	88 206	1,2%

Source : DGBFiP

b. Les effectifs de la Main d'Œuvre Non Permanente

A fin décembre 2022, les effectifs de la MONP se situent à 12 512 agents, en baisse de 4,6% par rapport à 2021. Cette variation est consécutive à la politique de non remplacement systématique des agents admis à la retraite.

2. La masse salariale

La masse salariale du secteur public (hors collectivités locales) en 2022 s'est accrue de 12,8% à 769,5 milliards de FCFA. Cette progression est soutenue par la hausse conjointe de la solde permanente (+2,9%), malgré le recul de la masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente (-15,3%).

Tableau n°6 : Evolution de la masse salariale du secteur public

(En milliards de FCFA)	2020	2021	2022	22/21
Secteur Public	683,2	682,4	769,5	12,8%
Fonction publique	627,9	628,5	646,8	2,9%
MONP	35,3	33,7	28,5	-15,3%
Autres	20	20,2	94,2	366,4%

Source : DGCPT

a. La masse salariale par administration

La progression de la masse salariale de la Fonction publique (+2,9%) provient de l'ensemble des administrations. Celle-ci reste plus accentuée dans l'Administration Économique (+10,4%), l'Administration de Développement (+6,4%) et dans l'Administration des Transports (+6,2%). Cette évolution résulte essentiellement de la régularisation des situations administratives.

Tableau n°7 : Evolution de la solde permanente par département (en milliards de FCFA)

Départements	2020	2021	2022	22/21
Pouvoirs publics	164	164,4	169,8	3,3%
Administration générale	111,9	113,6	117,4	3,3%
Administration économique	47,9	49,5	54,6	10,4%
Administration du développement	24,4	24,8	26,4	6,4%
Administration des transports	6,4	6,3	6,7	6,2%
Administration de l'éducation	197	194,0	194,8	0,4%
Administrations sociales	75,7	75,3	76,6	1,7%
Autres	0,6	0,6	0,6	3,8%
Total	627,9	628,5	646,8	2,9%

Source : DGCPT

b. La masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente

La masse salariale de la MONP a reculé de 15,3% à 28,5 milliards de FCFA en 2022. Cette variation résulte de la maîtrise des effectifs, conformément à la mesure de non -remplacement systématique des agents admis à la retraite.

3. Les prix

En 2022, l'inflation a atteint un niveau élevé de 4,3% (contre 1,1% en 2021) en moyenne annuelle, dépassant ainsi la norme CEMAC de 3%. Cette hausse des pressions inflationnistes est liée à la combinaison de plusieurs facteurs : l'accroissement des prix de l'énergie et des produits alimentaires et l'augmentation du coût du fret maritime. L'accentuation des tensions inflationnistes provient de l'ensemble des postes de consommation, exceptés les postes Transport et Enseignement.

S'agissant du poste Produits alimentaires et boissons non alcoolisées, la hausse des prix (+6% contre +1,3% en 2021) découle des perturbations d'approvisionnement causées par le conflit russo-ukrainien et des difficultés de ravitaillement du marché local en certains produits (manioc, tubercule, huile, etc.). Cette flambée des prix a concerné les produits tels que :

- le « pain » (+10,3%), avec la hausse des prix du pain de blé industriel en baguette de 22,6 points à 17,4%. Il s'agit notamment du pain spécial (qui est différent du pain subventionné), commercialisé à des prix libres qui varient selon la nature, la qualité et la composition ;
- le « bœuf » (+5,8%), en particulier les abats et tripes de bœuf (+4,9% contre -0,5% en 2021), la viande de bœuf fraîche (+5,8% contre +1,2% en 2021) ;
- la « volaille » (+13,8%), en rapport avec la hausse des prix de la volaille entière congelée (+20,5% contre +6,3% en 2021) et des cuisses de poules (+12,4% contre -3,4% en 2021) ;
- « l'huile raffinée » (+10,3%), du fait notamment de l'inflation de l'huile de palme raffinée (+11,9% contre +8,2% en 2021) et de l'huile raffinée d'olive (+6,9% contre +0,3% en 2021) ;
- les « légumes frais en fruit ou racine » (+7,5%) suite à la hausse des prix de l'aubergine verte locale (+6,9% contre +0,3% en 2021), des gombos frais (+16,8% contre -11,5% en 2021) et de poivron frais (+9,2% contre -18,2% en 2021) ;
- les « tubercules, plantain » (+0,2%), en lien avec l'inflation de la banane douce (+0,7% contre +0,2%) et du plantain frais (+5,4% contre -5,7%).

L'accentuation des pressions inflationnistes a également porté sur les postes « articles d'habillement et chaussures » (+6,4% contre -0,7% en 2021), « Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison » (+4,4% contre +3,1% en 2021), « Restaurants et hôtels » (+5,1% contre +2,1% en 2021), « Biens et services divers » (+4,6% contre +2,0% en 2021) et « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+3% contre +0,3% en 2021).

L'analyse par poste montre que :

- la hausse des prix des « Articles d'habillement et chaussures » est consécutive, entre autres, au relèvement des prix des produits tels que le pagne importé (+6,8% contre -0,2% en 2021), le tissu pour robe en polyester (+5,5% contre +3% en 2021), les vêtements de dessus hommes (+5,7% contre +0,2% en 2021) et les vêtements de dessus femmes (+10,3% contre +0,8% en 2021) ;
- le relèvement du prix des « Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison » a été plus prononcé sur les articles tels que les meubles en rotin (+15,9% contre -2,4% en 2021), les serviettes (+8,7% contre -2,5% en 2021), les ventilateurs sur piédestal (+8,9% contre +0,7% en 2021) et les tondeuses à gazon (+12,3% contre -5,6% en 2021) ;
- l'inflation dans le poste « Restaurants et hôtels » est principalement liée au relèvement des prix des services des bars, débits de boissons et cafés (+5,4% contre +1,1% en 2021) ;
- l'augmentation des prix du poste « Biens et services divers » est essentiellement imputable aux soins corporels (+5,1% contre +1,6% en 2021), aux frais d'assurance tels que la prime d'assurance vie (+28,6% contre -0,4% en 2021) et aux services de Frais de transfert d'argent vers l'étranger (+0,3% contre -14,6% en 2021) ;
- la progression des prix dans le poste Santé (+2,7% contre -6,3% en 2021) tient principalement aux dysfonctionnements observés dans les prestations de la CNAMGS qui ont impacté la prise en charge des soins de santé. Dans ce contexte, un relèvement des prix a été observé notamment sur les appareils et matériels thérapeutiques tels que les montures et verres (+28,1% contre +2% en 2021), les services de consultation de l'hygiène buccale (+6,9% contre -1,5% en 2021), les analyses médicales (+4,8% contre -0,6% en 2021) et les soins et pansements (+8,0% contre +2,5% en 2021) ;

- l'inflation dans le poste « Communications » (+1,2% contre -1% en 2021) est tributaire de l'augmentation du prix de la téléphonie mobile (+1,3% contre -3,7% en 2021) et des frais d'installation du téléphone fixe (+4,8% contre +0,02% en 2021) ;
- la hausse des prix des « Loisirs et culture » (+1,8% contre +0,5% en 2021) est consécutive au relèvement des prix des appareils photographiques numériques de poche (+13,8% contre +3,1% en 2021), des logiciels anti-virus (+20,6% contre +0,4% en 2021), des guitares (+14% contre +0,2% en 2021) et des jeux de société (+15% contre +1,7% en 2021).

Par contre, on observe un ralentissement de l'inflation dans :

- les « Transports » (+0,9% contre +5,9% en 2021), en lien avec le maintien des prix des carburants à la pompe depuis mars 2020 ;
- l'« Enseignement » (+1,5% contre +3,6% en 2021), notamment sur les frais de répétition des élèves du primaire (+0,001% contre +14,3%) et de scolarité dans les écoles supérieures (-3,8% contre +3,5% en 2021) qui ont diminué.

C. LA BALANCE DES PAIEMENTS

En 2022, le secteur extérieur s'est caractérisé par une atténuation du déficit de la balance des paiements. Le renforcement de l'excédent du compte courant et l'atténuation du déficit du compte des capitaux expliquent cette évolution.

1. La balance des transactions courantes

La balance des transactions courantes s'est renforcée de 102,2% à 755,5 milliards de FCFA en 2022. Cette situation est liée à la progression de l'excédent de la balance commerciale (+34,1%) et de la balance des transferts (+153,5 %), en dépit de l'alourdissement du déficit des services (+14,9%) et des revenus (+34,8 %).

2. La balance commerciale

La balance commerciale, structurellement excédentaire, a connu un accroissement de 34,1% à 2 779,2 milliards de FCFA. Cette situation résulte de l'augmentation des exportations (+42% à 5 661,3 milliards de FCFA), malgré la hausse de moitié des importations.

La hausse des ventes est expliquée par l'accroissement de la quasi-totalité des produits particulièrement le pétrole brut (+61,6%), le manganèse (+39,1%) et l'huile de palme (+44,3%).

Par ailleurs, les importations ont augmenté de 50,5% à 2 882,1 milliards de FCFA favorisées par la bonne tenue de l'activité économique, consécutivement aux achats des biens des secteurs pétrolier (+155,6%), minier (+73%) et de la filière bois (+14,1%).

Tableau n°8 : Evolution de la balance commerciale

(En milliards de FCFA)	2020	2021	2022*	22/21
Exportations (fob)	2731,7	3987,6	5661,3	42,0%
Pétrole	1675,2	2554,0	4127,2	61,6%
Manganèse	574,2	692,5	963,1	39,1%
Or	12,1	31,0	38,3	23,7%
Bois	368,0	480,5	453,8	-5,5%
Autres	102,2	229,6	78,8	-65,7%
Importations (fob)	1678,9	1915,2	2882,1	50,5%
Secteur pétrolier	533,7	533,2	1362,8	155,6%
Secteur minier	69,4	72,3	125,1	73,0%
Secteur bois	23,0	34,9	39,8	14,1%
Autres	1052,8	1274,8	1354,4	6,2%
Balance commerciale	1052,8	2072,4	2779,2	34,1%

Source : BEAC *Estimations

a. La balance des services

Le déficit structurel de la balance des services s'est creusé de 14,9% à 1 179,4 milliards de FCFA, suite à l'alourdissement des déficits de tous les postes et plus particulièrement Fret et Assurances (+40,8%), Voyages (+6,0%), Services aux entreprises (+8,2%) et Autres transport et assurance (+5,3%).

b. La balance des revenus et des transferts

En 2022, le déficit des revenus primaires s'est creusé de 34,8% à 861,8 milliards de FCFA. Cette tendance est tributaire de la hausse des sorties de capitaux au titre des revenus sur investissement (-807,7 milliards de FCFA contre -588,3 milliards de FCFA en 2021).

Structurellement déficitaire, la balance des transferts (courants) est devenue excédentaire pour la première fois pour un niveau de 17,6 milliards de FCFA en 2022. Cette situation résulte de la hausse des entrées de capitaux au titre des transferts publics notamment des dons courants (53,8 milliards de FCFA contre 11,9 milliards de FCFA en 2021).

3. La balance des capitaux

Le déficit du compte de capital en 2022 s'est atténué de 30,6%, atteignant 450 milliards de FCFA résultant de la dégradation du déficit des investissements de portefeuille et des autres investissements.

a. Les Investissements Directs Etrangers

Les IDE sont demeurés excédentaires mais en régression de 26% à 171,8 milliards de FCFA en 2022, dans un contexte de renforcement de l'activité économique.

b. Les investissements de portefeuille

Le solde des flux nets liés aux investissements de portefeuille est devenu négatif (-300 milliards de FCFA contre 143,7 milliards de FCFA en 2021), consécutivement à la baisse des sorties de capitaux (-45,6%) et à l'augmentation des entrées de capitaux (+16,4%).

c. Les autres Investissements

Le déficit des flux nets liés aux autres investissements a fortement diminué passant de -1 024 milliards de FCFA en 2021 à -321,8 milliards de FCFA en 2022. Cette évolution provient, entre autres, des remboursements au titre des emprunts extérieurs de l'Etat.

Tableau n°9 : Evolution de la balance de paiements

(En milliards de FCFA)	2020	2021	2022*	22/21
1- Transactions courantes	-43,9	373,6	755,4	102,2%
Balance Commerciale	1052,8	2072,4	2779,2	34,1%
Balance des services	-723,2	-1026,6	-1179,6	14,9%
Balance des revenus	-370,4	-639,3	-861,8	34,8%
Balance des transferts	-3,1	-32,9	17,6	153,5%
2- Mouvements des capitaux	-315,8	-648,0	-450,0	-30,6%
Investissements directs	61,8	232,2	171,8	-26,0%
<i>Dont secteur pétrolier</i>	<i>214,1</i>	<i>326,4</i>	<i>902,5</i>	<i>176,5%</i>
Investissements de portefeuille	237,1	143,7	-300,0	-308,7%
Autres investissements	-614,7	-1024,0	-321,8	-68,6%
<i>Opérations à plus d'un an (MLT)</i>	<i>112,3</i>	<i>-31,1</i>	<i>-19,8</i>	<i>-36,3%</i>
<i>Opérations à moins d'un an (CT)</i>	<i>-727,0</i>	<i>-992,8</i>	<i>-302,0</i>	<i>-69,6%</i>
3- Erreurs et Omissions	127,7	-22,1	-341,3	1447,5%
BALANCE GLOBALE	-232,0	-296,5	-35,8	-87,9%

Source : BEAC, * Estimations

D. LA SITUATION MONETAIRE

Au 31 décembre 2022, la situation monétaire au sens large, corrélée à l'évolution du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur, est caractérisée par une hausse des crédits intérieurs nets (+11,5%), une consolidation de la masse monétaire (+15,2%) et un raffermissement des Avoirs extérieurs nets (+15,1%).

Tableau n°10 : Situation monétaire

	déc-20	déc-21	déc-22
	En milliards de FCFA		
Avoirs extérieurs nets	393,2	203,9	234,7
Banque centrale	179,8	-65,9	-41,5
Banques commerciales	213,4	269,8	276,2
Crédits intérieurs nets	2460,3	3008,4	3355,8
Créances nettes sur l'Etat	1255,1	1612,3	1770,2
<i>dont Position Nette du Gouvernement (PNG)</i>	<i>1283,7</i>	<i>1602,9</i>	<i>1778,8</i>
<i>dont Créances nettes sur les organismes publics</i>	<i>-28,6</i>	<i>9,4</i>	<i>-8,6</i>
Créances sur le reste de l'économie	1205,2	1396,1	1585,6
Ressources = Contreparties	2853,5	3212,3	3590,5
Monnaie au sens large	2460,3	2595,2	2990,8
Circulation fiduciaire	412	477,3	364,7
Dépôts	2048,3	2117,9	2626,1
<i>dont Quasi monnaie</i>	<i>714</i>	<i>742,7</i>	<i>756,8</i>
Ressources extra-monétaires	393,2	617,1	599,9
	Variation annuelle en %		
Avoirs extérieurs nets	-18,0%	-48,1%	15,1%
Crédits intérieurs nets	18,2%	22,3%	11,5%
Créances nettes sur l'Etat	37,1%	28,5%	9,8%
Créances sur le reste de l'économie	5,2%	15,8%	13,6%
Ressources = Contreparties	11,4%	12,6%	11,8%
Masse monétaire	6,8%	5,5%	15,2%
Circulation fiduciaire	12,6%	15,8%	-23,6%
Dépôts	5,7%	3,4%	24,0%

Source : BEAC

1. LES RESSOURCES MONETAIRES

➤ La masse monétaire (M2)

A fin décembre 2022, la masse monétaire s'est établie à 2 990,8 milliards de FCFA, en hausse de 15,2%, concomitamment à l'augmentation du stock de dépôts (+24%), malgré la décélération de la circulation de la monnaie fiduciaire (-23,6%).

La mise en application de la réglementation des changes a contribué à renforcer les ressources monétaires. En effet, l'obligation faite aux exportateurs, notamment aux compagnies pétrolières et minières, de rapatrier une partie de leurs recettes d'exportations et les limites mises par le régulateur afin de réduire les transferts, ont concouru à l'augmentation de la quantité de monnaie disponible dans l'économie.

➤ **Les ressources extra-monétaires**

Les ressources extra-monétaires (fonds propres du système bancaire et autres postes nets) ont reculé de 2,8% à 599,9 milliards de FCFA au 31 décembre 2022.

2. LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires ont augmenté de 11,8% à 3 590,5 milliards de FCFA, consécutivement à l'accroissement du crédit intérieur (+11,5%).

➤ **Les avoirs extérieurs nets**

Les Avoirs Extérieurs Nets du système bancaire ont progressé de 15,1%, passant de 203,9 milliards de FCFA en décembre 2021 à 234,7 milliards de FCFA en 2022. Cette embellie est liée à la réduction de 37% de l'endettement net de la BEAC vis-à-vis du reste du monde et à la consolidation de la situation extérieure des banques commerciales à 276,2 milliards de FCFA.

Tableau n°11 : Evolution et répartition des Avoirs Extérieurs Nets

(En milliards de F CFA)	2020	2021	2022	22/21
Avoirs extérieurs nets	393,2	203,9	234,7	15,1%
Banque centrale	179,8	-65,9	-41,5	-37,0%
Banques primaires	213,4	269,8	276,2	2,4%

Source : BEAC

Dans ce contexte, sous l'effet de la hausse des cours du principal produit d'exportation du pays qu'est le pétrole brut, le solde du compte d'opérations a enregistré une hausse de 33,9% à 624,1 milliards de FCFA en 2022. Ainsi, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs gagne 16,6 points pour s'établir à 80,6% à fin décembre 2022 contre 64% un an plus tôt.

Tableau n°12 : Evolution des réserves et du taux de couverture extérieure de la monnaie

En milliards de FCFA	2020	2021	2022	22/21
Compte d'opérations	624,9	466,1	624,1	33,9%
Taux de couverture extérieure de la monnaie	63,6%	64,0%	80,6%	16,6 pts

Source : BEAC

➤ **Le crédit intérieur**

Le crédit intérieur s'est raffermi de 11,5% à 3 355,8 milliards de FCFA à fin décembre 2022 à la faveur de l'accroissement conjugué des créances nettes sur l'État (+9,8%) et des crédits à l'économie (+13,6%).

Tableau n°13 : Evolution du crédit intérieur

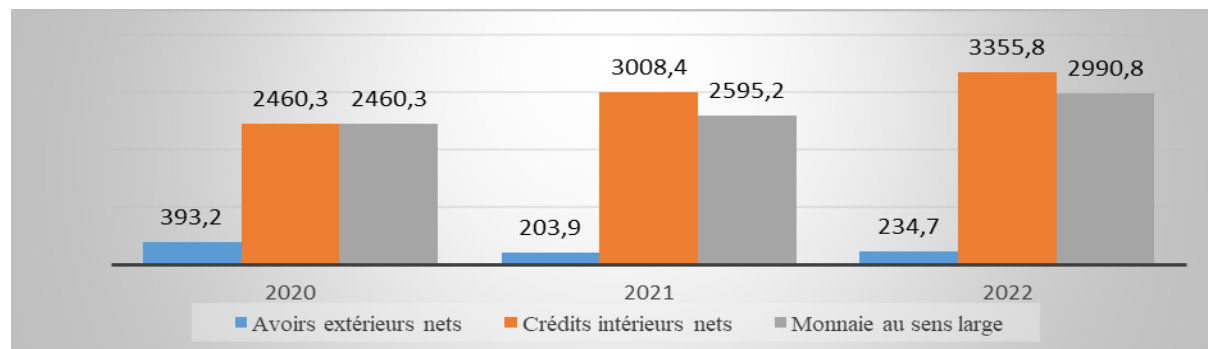
(En milliards de FCFA)	2020	2021	2022	22/21
Crédits intérieurs nets	2460,3	3008,4	3355,8	11,5%
Créances nettes sur l'Etat	1255,1	1612,3	1770,2	9,8%
Créances sur l'économie	1205,2	1396,1	1585,6	13,6%

Source : BEAC

➤ Les créances nettes sur l'Etat

En rapport avec la mise en œuvre du Plan d'Accélération de la Transformation, la situation débitrice de l'Etat s'est située à 1770,2 milliards de FCFA en décembre 2022 contre 1612,3 milliards de FCFA un an plus tôt. Aussi, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est-elle dégradée de 9,8%, malgré une baisse des créances aux organismes publics.

Graphique n°1 : Agrégats monétaires résumés (en milliards de FCFA)



➤ Les créances sur l'économie

Le volume des crédits à l'économie a progressé de 13,6% à 1 585,6 milliards de FCFA à fin décembre 2022. Il s'agit principalement des concours octroyés au secteur privé non financier, représentant environ 90% du total des crédits à l'économie. Ces concours rentrent dans le cadre de l'accompagnement de la relance des activités au sortir de la crise sanitaire.

E. LA POLITIQUE MONETAIRE

Le comité de politique monétaire qui s'est tenu le 15 décembre 2022, a décidé de maintenir inchangé le TIAO et les autres principaux taux d'intervention.

Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) : 4,50%

De même, les facilités ont été reconduites comme suit :

- Taux de facilité de prêt marginal : 6,25% ;
- Taux de facilité de dépôt : 0,00%.

Tableau n°14 : Politique monétaire

Taux d'intérêt des Appels d'Offre (TIAO)	4,50%
Facilité marginale de prêt	6,25%
Facilité de dépôts	0,00%

Source : BEAC

F. Politique des réserves obligatoires

Les coefficients applicables sur les Dépôts à terme (DAT) et les Dépôts à vue (DAV) ont été maintenus ainsi qu'il suit:

Tableau n°15 : Politique des réserves obligatoires

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	7,00%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	4,50%

Source : BEAC

Coefficient des réserves obligatoires à 7,00% sur les exigibilités à vue

Coefficient des réserves obligatoires 4,50% sur les exigibilités à terme.

DEUXIEME PARTIE : L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2022

Arrêtée en équilibre à **trois mille deux cent quatre-vingt-quinze milliards cinq cent quatre-vingt-quatre millions quatre cent quinze mille cent quarante-cinq (3.295.584.415.145) FCFA**, l'exécution de la loi de finances 2022 laisse apparaître :

- un solde excédentaire des opérations budgétaires de **sept cent trente milliards quarante-neuf millions deux cent six mille trois cent trente-sept (730.049.206.337) FCFA** ;
- un solde déficitaire des opérations de trésorerie et de financement de **sept cent onze milliards cinq cent trente-cinq millions cent vingt-quatre mille six cent quatre-vingt-sept (-711.535.124.687) FCFA** ;
- un résultat positif de la comptabilité générale établi à **quatre cent dix-neuf milliards deux cent vingt-quatre millions trois cent cinq mille quatre (419.224.305.004) FCFA**.

I. L'EXECUTION DES OPERATIONS BUDGETAIRES

Les opérations budgétaires concernent le recouvrement des recettes et l'exécution des dépenses.

Les retraitements opérés ont conduit notamment à déduire les recettes collectées au profit des organismes internationaux, des collectivités locales et des établissements publics. Aussi, les recettes budgétaires sont-elles présentées en situation nette desdits prélèvements.

Dans ce cadre, les opérations budgétaires de l'Etat pour l'année 2022 présentent un résultat définitif positif arrêté à la somme de **sept cent trente milliards quarante-neuf millions deux cent six mille trois cent trente-sept (730.049.206.337) FCFA**.

Ce résultat se compose des soldes positifs des opérations du budget général pour **six cent quatre-vingt-treize milliards deux cent quarante-cinq millions six cent dix-huit mille quatre cent quatre-vingt-quatorze (693.245.618.494) FCFA** et des comptes d'affectation spéciale pour **trente-six milliards huit cent trois millions six cent trente-sept mille huit cent quarante-quatre (36.803.637.844) FCFA**.

Tableau n°19 : Résultat des opérations budgétaires hors prélèvements (en millions FCFA)

	Exécution 2021	LFR 2022	Exécution 2022		
			Valeur	%	Ecart
BUDGET GENERAL					
Recettes Budgétaires	1 585 670,15	2 087 375,88	2 413 787,21	115,64%	326 411,33
Dépenses	1 693 274,94	1 950 224,46	1 720 541,59	88,22%	- 229 682,86
Résultats des opérations du budget général	-107 604,79	137 151,42	693 245,62	505,46%	556 094,20
COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE					
Report à nouveau	57 050,78		51 058,50		51 058,50
Recettes	137 501,41	152 002,18	122 164,49	80,37%	- 29 837,69
Dépenses	143 493,69	152 002,18	136 419,40	89,75%	- 15 582,78
Résultats des opérations des comptes spéciaux	51 058,50	-	36 803,59		36 803,59
Total des recettes budgétaires	1 770 120,87	2 239 378,06	2 587 010,20	115,52%	347 632,14
Total des dépenses budgétaires	1 836 768,63	2 102 226,63	1 856 960,99	88,33%	- 245 265,64
Résultats des opérations budgétaires	-56 546,29	137 151,42	730 049,21	532,29%	592 897,78

Source : DGBFIP 2022.

A- Les opérations du budget général

1. L'exécution des recettes du budget général

En 2022, les recettes du budget général perçues se sont établies à **2 413,9 milliards FCFA** contre **2 087,3 milliards FCFA** prévues, soit un taux de recouvrement de 116%.

Ces réalisations, principalement dues aux recettes fiscales et aux autres recettes, se déclinent comme suit :

- les **recettes fiscales**, recouvrées à concurrence de **1 283,8 milliards FCFA** sur un montant de **1 272,1 milliards FCFA** prévu, soit un taux de réalisation de 100,92%. Elles sont principalement tirées des Impôts sur les sociétés (520,8 milliards FCFA, soit 105,15%), Impôts sur les personnes (128,6 milliards FCFA, soit 104,05%), impôts sur le revenu des capitaux mobiliers (33,11 milliards FCFA, soit 168,63%), droits et taxes sur la propriété (12,18 milliards FCFA, soit 90,08%), droits et taxes de douanes (325,5 milliards FCFA, soit 103,49%) et autres recettes fiscales (25,3 milliards FCFA, soit 149,5%) ;
- les **dons, legs et fonds de concours**, prévus à 53 milliards FCFA, n'ont pas été exécutés ;
- les **cotisations sociales**, prévues à - 69,2 milliards FCFA, ont été exécutées à hauteur de -63,5 milliards FCFA, tenant compte du déficit de financement sur les comptes d'affectations spéciales "Pensions" et "Prestations Familiales" ;
- les **autres recettes**, sont recouvrées à hauteur de 1 193,5 milliards FCFA sur une prévision de 831,3 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 143,58%. Elles sont principalement portées par les revenus du domaine pétrolier (1 051,1 milliards FCFA, soit 135,47%), les revenus des participations (99,7 milliards FCFA, soit 677%), les revenus du domaine minier (16,12 milliards FCFA, soit 173,68%) et les revenus du domaine forestier (9,8 milliards FCFA, soit 538%).

La synthèse par titre de l'exécution des recettes se présente ainsi qu'il suit :

Tableau n°20 : Exécution des recettes du budget général

Compte PCE	Nature de la recette	Exécution 2021	LFR 2022 (a)	Exécution 2022		Ecart (b-a)
				Valeur (b)	%	
71*	Titre 1 : Recettes Fiscales	987 409,71	1 272 070,56	1 283 798,29	100,92%	11 727,74
721*	Titre 2 : Dons, Legs et Fonds de concours	6 829,09	53 231,46	-	0,00%	-53 231,46
725*	Titre 3 : Cotisations Sociales	-62 865,55	-69 164,37	-63 501,56	91,81%	5 662,81
	Titre 4 : Autres Recettes	654 296,90	831 238,23	1 193 490,48	143,58%	362 252,25
	TOTAL RECETTES PROPRES	1 585 670,15	2 087 375,88	2 413 787,21	115,64%	326 411,33

Source : DGBFIP 2022.

a. Les recettes fiscales

Évaluées à hauteur de **1 272,1 milliards FCFA** dans la loi de finances rectificative, les recettes fiscales de l'année 2022 ont été globalement recouvrées à **1 283,8 milliards FCFA**, soit une exécution de 100,92%. Ce niveau de recouvrement résulte notamment de l'impôt sur les sociétés (520,8 milliards FCFA), de l'impôt sur les personnes (128,6 milliards FCFA), des droits et taxes sur la propriété (12,18 milliards FCFA), des droits et taxes de douanes (325,5 milliards FCFA) et autres recettes fiscales (25,3 milliards FCFA).

Initialement prévu à 495,3 milliards FCFA, **l'impôt sur les sociétés** a été recouvré à concurrence de 520,8 milliards FCFA, soit une exécution de 105,15%. Ce niveau de performance est notamment dû à l'impôt sur les sociétés pétrolières, exécuté à hauteur de 268,6 milliards FCFA contre une prévision de 229,3 milliards FCFA.

L'impôt sur le revenu des personnes a été collecté à hauteur de 128,6 milliards FCFA sur une prévision annuelle révisée de 123,6 milliards FCFA, soit 104,05% d'exécution. Ce taux de recouvrement est porté par la bonne performance de la collecte des acomptes versés par les salariés (115,94%).

L'impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers a été recouvrée à concurrence de 33,1 milliards FCFA, sur une prévision de 19,6 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 168%.

Les droits et taxes sur la propriété ont été exécutés pour 12,18 milliards FCFA contre une prévision de 13,5 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 90,08%. Cette performance est surtout liée à la bonne tenue des droits de mutations (9,5 milliards FCFA, soit 98%).

Quant aux **droits et taxes de douanes**, ils se sont élevés à 325,5 milliards FCFA pour une prévision de 314,5 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 103,49% soutenu principalement par les droits et taxes à l'importation (305,1 milliards FCFA, soit 113,12%).

Concernant les **Autres recettes fiscales**, prévues à 16,9 milliards FCFA, elles ont été exécutées à hauteur de 25,3 milliards FCFA, soit 149,50%. Cette performance relève du bon rendement des pénalités sur le revenu et les bénéfices (5,7 milliards, soit 173,71%).

Tableau n°21 : Exécution des recettes fiscales

Compte PCE	Nature de la recette	Exécution 2021	LFR 2022 (a)	Exécution 2022		Ecart (b-a)
				Valeur (b)	%	
71*	TITRE 1 : RECETTES FISCALES	987 409,71	1 272 070,56	1 283 798,29	100,92%	11 727,74
711*	Impôts sur les sociétés	259 989,30	495 284,53	520 784,96	105,15%	25 500,43
7111-1	Sociétés pétrolières	56 571,58	229 298,82	268 562,56	117,12%	39 263,73
7111-2	Sociétés minières	48 888,02	60 171,97	48 599,89	80,77%	-11 572,08
7111-4	Retenues à la source	30 192,98	35 876,43	35 394,82	98,66%	- 481,61
7111-3	Autres sociétés	124 336,72	169 937,31	168 227,69	98,99%	-1 709,62
712*	Impôts sur les personnes	130 386,66	123 639,11	128 649,16	104,05%	5 010,05
7121-1	Impôts sur le revenu des personnes physiques	22 618,91	33 035,90	28 832,74	87,28%	-4 203,16
7121-2	Acomptes versés par les salariés	62 886,66	63 428,69	73 540,92	115,94%	10 112,24
7121-3	Taxe complémentaire sur les salaires	22 228,65	25 799,61	26 137,57	101,31%	337,95
7121-5	Impôts forfaitaires sur le revenu	123,26	177,04	110,22	62,26%	- 66,82
7121-8	Autres impôts sur les personnes	22 529,19	1 197,88	27,72	2,31%	-1 170,16
7142-3	Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers	33 582,35	19 635,00	33 111,41	168,63%	13 476,41
7180-1	Taxe de formation professionnelle	10,50			-	-
	Droits et taxes sur la propriété	14 140,63	13 524,93	12 182,76	90,08%	-1 342,17
7143-*	Droits de mutations	11 690,98	9 642,79	9 477,06	98,28%	- 165,73
7144-4	Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	2 449,65	3 882,14	2 705,70	69,70%	-1 176,45
	Taxes sur les biens et services	234 632,53	288 554,08	238 274,59	82,58%	-50 279,48
7244-1	Redevance d'Usure de la Route	1 199,24			-	-
7144-5	Taxe sur les carburants	73,85		-	-	-
7141-1	Taxe sur la valeur ajoutée	213 278,86	242 184,20	221 206,15	91,34%	-20 978,05
7142-1	Droits d'accises	16 187,14	17 395,66	14 307,85	82,25%	-3 087,81
7211-8	Taxe sur les jeux de hasard	651,32	1 889,76	592,81	31,37%	-1 296,94
7144-1	Taxe sur les Transferts	1 331,37	9 063,84	2 034,39	22,45%	-7 029,45
7180-1	Taxes diverses (contrats d'assurances, autres)	-	6 541,43	-	0,00%	-6 541,43
7145-*	Contribution Spéciale de solidarité		-	-	-	-
7145-*	Redevance audiovisuelle				-	-
7145-*	Taxe sur les véhicules de luxe	75,04	-	44,36	-	44,36
7145-*	Taxe sur les retraites	-	1,02	-	0,00%	- 1,02
7145-*	Taxe des lotisseurs	-	1,07	-	0,00%	- 1,07
7145-*	Taxe de fermage DG forêts	-	210,94	-	0,00%	- 210,94
7145-*	Taxe de transferts forestiers DG forêts	-	717,86	-	0,00%	- 717,86
7243-1	Redevance Universelle				-	-
7145-*	Contribution Spéciale de l'Eau				-	-
7145-*	Contribution Spéciale de l'Electricité				-	-
7335-2	Ristournes Licence de transports	231,70	203,40	-	0,00%	- 203,40
7335-2	Ristournes Cartes grises	-	152,55	-	0,00%	- 152,55
7335-2	Ristournes Permis de conduire	-	101,70	-	0,00%	- 101,70
7334-5	Ristournes DG Forêts	1 604,01	-		-	-
7334-5	Amendes DG Forêts	-	480,00	89,03	18,55%	- 390,97
7335-1	Ristournes DG Marine Marchande	-	288,92	-	0,00%	- 288,92
7337-9	Ristournes DGCC	-	1 051,59	-	0,00%	-1 051,59
7337-9	Ristournes CNLCEI	-	213,78	-	0,00%	- 213,78
7337-9	Frais de passation et des Marchés publics	-	1 689,73	-	0,00%	-1 689,73
7337-9	Frais d'attestation de non exclusion Marché pub	-	1,33	-	0,00%	- 1,33
	Taxes sur Forêt ferroviaire		4 123,37	-	0,00%	-4 123,37
7337-9	Frais de procédures judiciaires	-	2 241,93	-	0,00%	-2 241,93
715*	Droits et taxes de douanes	304 187,09	314 511,34	325 498,03	103,49%	10 986,69
7151-*	Droits et taxes à l'importation	280 181,84	269 737,10	305 134,45	113,12%	35 397,35
7151-8	Taxe communautaire d'Intégration	74,72		-	-	-
7151-8	Contribution Communautaire d'Intégration		-	-	-	-
7151-8	Prélèvement OHADA	40,27		-	-	-
7151-8	Contribution au financement de l'U.A.		-	-	-	-
7153-5	Redevance informatique	11 213,58	15 465,06	17 675,72	114,29%	2 210,66
7154-3	Contentieux (Amendes)	2 309,71	522,95	7 496,16	1433,43%	6 973,21

Compte PCE	Nature de la recette	Exécution 2021	LFR 2022 (a)	Exécution 2022		Ecart (b-a)
				Valeur (b)	%	
7153-1	Travail Extra Legal	0,00	79,64	-	0,00%	- 79,64
7151-2	Droit de douane import	152 026,11	128 360,84	140 736,76	109,64%	12 375,92
7141-3	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	107 849,01	113 011,82	120 183,29	106,35%	7 171,47
7151-5	Droit d'accises	6 500,26	11 153,80	16 281,45	145,97%	5 127,65
7151-7	Surtaxe temporaire	22,17	75,69	25,60	33,82%	- 50,09
	Autre recettes douanières			2 728,51	-	2 728,51
7151-8	Précompte IRPP	-	132,87	0,41	0,31%	- 132,46
7151-8	Intérêt de crédit	-	888,48	-	0,00%	- 888,48
7151-8	Contribution Spéciale de Solidarité (CSS)		-	-	-	-
7153-2	Magasinage	16,53	45,65	3,97	8,69%	- 41,68
7151-8	Contrôle spécifique (instruments de mesure)	-	0,30	-	0,00%	- 0,30
7151-8	Ventes aux enchères	129,49	-	2,59	-	2,59
7152-*	Droits et taxes à l'exportation	24 005,25	44 774,25	20 363,58	45,48%	-24 410,66
7152-2	Droit de sortie Mines	20 551,96	24 154,92	20 330,53	84,17%	-3 824,39
7152-8	Taxe d'abattage et droit de sortie/ Bois débités et ouvrages	3 341,83	20 376,53	1,26	0,01%	-20 375,27
7151-6	Timbre Douanier	2,22	7,83	6,16	78,66%	- 1,67
7152-8	Taxe sur les produits minéraux	109,24	234,96	25,63	10,91%	- 209,33
	Autres recettes fiscales	10 480,64	16 921,56	25 297,38	149,50%	8 375,82
7111-8	Pénalités sur le revenu et les bénéfices	4 225,02	3 289,12	5 713,60	173,71%	2 424,48
7111-8	Produit des droits, amendes et pénalités sur activités minières	-	1,00	-	0,00%	- 1,00
	Taxe de superficie DG forêts	-	12 600,00	-	0,00%	-12 600,00
7180-1	Autres taxes	6 255,62	1 031,44	19 583,78	1898,69%	18 552,34

Source : DGBFIP, DGCPT 2022.

b. Les recettes non fiscales

Prévues à **815,3 milliards FCFA**, les **recettes non fiscales** composées des dons, des cotisations sociales et des autres recettes ont été exécutées à **1 129,9 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de 138,60%. Les performances enregistrées sur ce poste résultent notamment du rendement des autres recettes (**1 193,5 milliards**, soit 143,58%).

Tableau n°22 : Exécution des recettes non fiscales

Nature de la recette	Exécution 2021	LFR 2022 (a)	Exécution 2022		Ecart (b-a)
			Valeur (b)	%	
TITRE 2 : DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	6 829,09	53 231,46	-	0,00%	-53 231,46
Fonds de concours y compris PID/PIH		33 063,72		0,00%	-33 063,72
Dons des institutions internationales	6 829,09	20 167,75		0,00%	-20 167,75
TITRE 3 : COTISATIONS SOCIALES	-62 865,55	-69 164,37	-63 501,56	91,81%	5 662,81
Cotisations retraites (y.c agents publics en détachement)	-62 865,55	-69 164,37	-63 501,56	91,81%	5 662,81
Cotisations CNAMGS		-	-	-	-
TITRE 4 : AUTRES RECETTES	654 296,90	831 238,23	1 193 490,48	143,58%	362 252,25
Revenus des participations	19 831,95	14 742,42	99 747,66	676,60%	85 005,24
Participations dans les sociétés pétrolières	13 640,43	7 200,00	88 483,86	1228,94%	81 283,86
Participations dans les sociétés minières	-	1 504,50	-	0,00%	-1 504,50
Participations dans les autres sociétés	6 191,52	6 037,92	11 263,80	186,55%	5 225,88
Revenus du domaine foncier	15,72	1 856,00	22,89	1,23%	-1 833,11
Revenus du domaine pétrolier	592 031,19	775 885,71	1 051 088,17	135,47%	275 202,46
Ventes Etat Gaz	17 991,33	14 029,03		60,80%	-5 498,85
Redevance pétrolière	300 576,17	374 592,01	618 586,85	165,14%	243 994,83
Redevance gazière		1 189,78	-	0,00%	-1 189,78
Contrat de partage	160 402,97	343 074,88	369 923,48	107,83%	26 848,60
dont transferts à SOGARA	-	8 500,00	-	0,00%	-8 500,00
Redevance superficière	-	3 000,00	272,11	9,07%	-2 727,89
Boni sur attribution de permis	113 060,73	40 000,00	62 305,73	155,76%	22 305,73
Revenus du domaine minier	11 217,77	9 280,82	16 119,07	173,68%	6 838,26
Revenus du domaine forestier	6 908,10	1 828,48	9 835,50	537,91%	8 007,02
Recettes diverses non fiscales	24 186,08	27 644,80	16 677,18	60,33%	-10 967,61
Recettes de régies (R7 affectées)	7 088,91	7 273,35	7 183,63	98,77%	- 89,72

Nature de la recette	Exécution 2021	LFR 2022 (a)	Exécution 2022		Ecart (b-a)
			Valeur (b)	%	
. Patentes	862,92	1 602,46	875,42	54,63%	- 727,04
. Licences	27,14	68,87	31,48	45,70%	- 37,39
. Foncier bâti	3 505,35	4 172,40	5 046,80	120,96%	874,40
. Foncier non bâti	341,74	672,60	348,37	51,79%	- 324,23
. Impôt Synthétique Libératoire	664,64	757,02	862,96	114,00%	105,95
. Fonds National de l'habitat	10,67			-	-
. Contribution pour les ordures ménagères	1 676,45			-	-
Redevance Examen et concours	-	1 019,00	0,06	0,01%	-1 018,94
Ristourne sur Amendes et divers-ANUTTC		-	-	-	-
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	-	305,91	-	0,00%	- 305,91
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	-	66,06	18,54	28,07%	- 47,52
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	-	462,22	-	0,00%	- 462,22
Revenus du patrimoine immobilier			-	-	-
ROPFRON			-	-	-
Redevance pour carte de commerçant yc pénalités	-	305,40	-	0,00%	- 305,40
Redevance pour Agrément Technique des Rebuts yc pénalités	-	366,48	-	0,00%	- 366,48
Redevance pour Agrément Technique Industriel yc pénalités	-	101,80	-	0,00%	- 101,80
Ventes de bois illégal ou abandonné	-	1 124,80	-	0,00%	-1 124,80
Redevance tests Covid VIP		3 134,87	-	0,00%	-3 134,87
Recettes ferroviaires		-	-	-	-
Recettes issues prélèvement des ressources halieutiques CE			-	-	-
Agrément PME		36,00	-	0,00%	- 36,00
Autres recettes	17 097,17	13 448,90	9 389,21	69,81%	-4 059,69
Ventes de biens et services	106,08	-	104,34	-	104,34
TOTAL RECETTES NON FISCALES	598 260,44	815 305,32	1 129 988,92	138,60%	314 683,60

Source : DGBFIP, DGCPT 2022.

2. L'exécution des dépenses du budget général

Les dépenses du budget général ont été exécutées pour **1 720,5 milliards FCFA** sur une prévision de 1 950,2 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 88,22%. Les données d'exécution des dépenses en 2022 sont présentées en base caisse.

La synthèse de cette exécution se décline par titre ainsi qu'il suit.

Tableau n°23 : Exécution des dépenses du budget général

Titres et catégories	Exécution 2021	LFR 2022(b)	Montant ordonnancé	Règlement 2022		Ecart(a-b)
				Valeur (a)	%	
Titre 1. Charges financières de la dette	312 362,49	330 147,04	337 558,41	337 558,41	102,24%	7 411,37
Titre 2. Dépenses de personnel	673 919,53	684 006,16	709 934,26	702 265,04	102,67%	18 258,88
Titre 3. Dépenses de biens et services	409 255,78	292 487,85	338 058,71	292 664,83	100,06%	176,97
Titre 4. Dépenses de transfert	130 808,22	270 717,20	198 266,76	160 198,60	59,18%	-110 518,60
Titre 5. Dépenses d'investissement	142 780,62	325 671,20	234 337,76	184 780,63	56,74%	-140 890,57
Titre 6. Autres dépenses	24 148,31	47 195,00	51 355,88	43 074,08	91,27%	-4 120,92
Total Budget Général	1 693 274,94	1 950 224,46	1 869 511,79	1 720 541,59	88,22%	-229 682,86

Source : DGBFIP, DGCPT 2022.

a. Les charges financières de la dette publique

Tableau n°24 : Exécution des charges financières de la dette

Titres et catégories	Exécution 2021	LFR 2022(b)	Montant ordonnancé	Règlement 2022		Ecart(a-b)
				Valeur (a)	%	
Titre 1. Charges financières de la dette	312 362,49	330 147,04	337 558,41	337 558,41	102,24%	7 411,37
Extérieure	166 656,62	179 509,63	159 800,30	159 800,30	89,02%	- 19 709,33
Intérêts sur emprunts extérieurs-courants	122 480,03	179 509,63	159 800,30	143 069,13	79,70%	- 36 440,50
Bilatéraux	20 316,30	22 878,78	38 186,85	38 186,85	166,91%	15 308,08
Multilatéraux	12 641,92	48 130,05	9 219,20	9 219,20	19,15%	- 38 910,85
Banques	1 416,77	11 944,90	8 125,33	8 125,33	68,02%	- 3 819,57
Marchés Financiers	88 105,04	96 555,90	87 537,74	87 537,74	90,66%	- 9 018,16
Intérêts-commissions et frais	44 176,59	-	-	16 731,17	-	16 731,17
Pertes sur change	928,53	-	1 034,94	1 034,94	-	1 034,94
Commission et frais-extérieur DGD	43 248,06	-	15 696,24	15 696,24	-	15 696,24
Intérieur	145 705,86	150 637,42	177 758,12	177 758,12	118,00%	27 120,70
Intérieurs-DGD	127 221,00	131 266,18	160 288,22	160 288,22	122,11%	29 022,04
Intérêts sur emprunts intérieurs-courants	127 221,00	131 266,18	160 288,22	160 288,22	122,11%	29 022,04
Banques intérieures	34 605,40	31 476,02	35 072,53	35 072,53	111,43%	3 596,51
Moratoires	568,13	-	-	-	-	-
Divers	42 424,22	-	-	-	-	-
Marchés Financiers	49 623,24	99 790,16	125 215,69	125 215,69	125,48%	25 425,53
Trésor-dette	18 484,87	19 371,24	17 469,89	17 469,89	90,18%	- 1 901,35
BEAC (agios)	-	-	892,70	892,70	-	892,70
Facilités de caisse	1 315,36	2 672,32	1 797,99	1 797,99	67,28%	- 874,33
Bons du Trésor Assimilables	16 340,94	15 353,53	14 161,10	14 161,10	92,23%	- 1 192,43
Autres frais bancaires	828,57	1 345,39	618,10	618,10	45,94%	- 727,29

Sources : DGBFIP, DGCPT 2022.

Les règlements effectués au titre des charges financières de la dette au cours de l'exercice budgétaire 2022 se chiffrent à 337,6 milliards FCFA, sur une prévision de 330,1 milliards FCFA, soit 102,24%. Ces règlements comprennent les intérêts sur emprunt extérieurs et les intérêts sur dette intérieure.

Les charges financières sur la dette extérieure ont été payées à hauteur de 159,8 milliards FCFA pour une prévision de 179,5 milliards FCFA, soit 89,02%. Ils comprennent les intérêts sur emprunts extérieurs-courants (143,1 milliards FCFA) et les commissions et frais (16,7 milliards FCFA).

Les charges financières sur la dette intérieure ont été exécutées à 177,8 milliards FCFA sur 150,6 milliards FCFA initialement prévus, soit un taux d'exécution de 118%. Celles-ci sont principalement tirées des intérêts sur emprunts intérieurs courants (160,3 milliards FCFA) dont 35,1 milliards au titre des intérêts bancaires et 125,2 milliards au titre des intérêts sur marchés financiers.

b. Fonctionnement

Les règlements au titre des dépenses de fonctionnement se chiffrent à 1.198,2 milliards FCFA sur une prévision de 1.294,4 milliards FCFA correspondant à un taux d'exécution de 93%. Par titre, cette exécution se répartit ainsi qu'il suit :

○ Les dépenses de personnel

Tableau n°25 : Exécution des dépenses de personnel

Titres et catégories	Exécution 2021	LFR 2022(b)	Montant ordonnancé	Règlement 2022		Ecart(a-b)
				Valeur (a)	%	
Titre 2. Dépenses de personnel	673 919,53	684 006,16	709 934,26	702 265,04	102,67%	18 258,88
Rémunérations du personnel	673 919,53	684 006,06	709 934,26	702 265,04	102,67%	18 258,98
Solde permanente	617 934,00	630 741,16	630 188,22	630 188,22	99,91%	- 552,94
Rémunérations autres catégories de salariés	45 748,00	38 190,00	28 371,17	28 371,17	74,29%	- 9 818,83
Primes et indemnités des fonctionnaires	6 858,00	15 074,90	51 374,88	43 705,66	289,92%	28 630,76
Subvention de dépenses de personnels	3 379,53	-	-	-	-	-

Sources : DGBFIP, DGCPT 2022.

Budgétisées à hauteur de 684,01 milliards FCFA en 2022, les charges de personnel ont été payées à 702,3 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 102,67%.

L'exécution des différents postes de dépenses de personnel se présente ainsi qu'il suit :

- la solde permanente, évaluée à 630,7 milliards FCFA, a été exécutée à 630,2 milliards FCFA, soit 100%. Cette situation s'explique notamment par la régularisation des situations administratives des secteurs de l'éducation et de la santé principalement ;
 - les rémunérations des autres catégories de salariés ont été exécutées à 28,4 milliards FCFA contre 38,2 milliards FCFA prévus, soit un taux d'exécution de 74% ;
 - les primes et indemnités ont été exécutées à 43,7 milliards FCFA contre 15,1 milliards FCFA prévus, soit 289,92%. Cette exécution prend en compte le reclassement de la prime à la performance exécutée en trésorerie.
- **Les dépenses de biens et services**

Tableau n°26 : Exécution des dépenses de biens et services

Titres et catégories	Exécution 2021	LFR 2022(b)	Montant ordonnancé	Règlement 2022		Ecart(a-b)
				Valeur (a)	%	
Titre 3. Dépenses de biens et services	409 255,78	292 487,85	338 058,71	292 664,83	100,06%	176,97
Remboursement TVA	47 838,46	79 085,37		52 564,45	66,47%	- 26 520,92
Remboursement TVA hors pétrole		30 648,53		20 328,54	66,33%	- 10 319,99
Remboursement TVA pétrole		48 436,84		32 235,91	66,55%	- 16 200,93
Dépenses Covid	3 330,00	11 277,15	12 956,79		0,00%	- 11 277,15
Utilités publiques		15 679,81	39 905,65	12 788,80	81,56%	- 2 891,01
Gabon égalité		2 174,00	1 534,46	1 534,46	70,58%	- 639,54
Prime d'assurance		1 421,00	23,50	-	0,00%	- 1 421,00
Inhumation et aides aux familles		1 838,00	24,36	24,36	1,33%	- 1 813,64
Elections		9 055,04	18 956,75	18 137,31	200,30%	9 082,27
dont Carte d'identité		2 500,00	5 083,17	1 008,23	40,33%	- 1 491,77
Recensement de la population		1 648,00	850,00	850,00	51,58%	- 798,00
Autres biens et services	356 775,90	161 400,17	259 150,83	197 417,24	122,32%	36 017,07
Attributions de Produits	1 311,42	8 909,31	4 656,37	9 348,21	104,93%	438,90
DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	20,91	217,45		155,27	71,41%	-62,17
Licence de transports (DGTT)	-	81,36	64,80	84,28	103,58%	2,92
Cartes grises (DGTT)	-	61,02	103,00	160,08	262,34%	99,06
Permis de conduire (DGTT)	-	40,68	32,80	260,00	639,14%	219,32
DG Marine Marchande	337,44	115,57	90,25	1 431,35	1238,52%	1 315,79
Fonds de soutien minier	-	0,70	-	-	0,00%	-0,70
ADP Industrie	22,54	71,26	55,25	105,83	148,51%	34,57
ADP Commerce	79,03	470,32	423,08	473,92	100,77%	3,61
Redevance Examen et concours	-	1 019,00	2 652,87	2 652,87	260,34%	1 633,87
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	-	305,91	244,42	141,98	46,41%	-163,93
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	13,24	66,06	41,43	15,00	22,71%	-51,06
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	-	462,22	334,77	676,13	146,28%	213,91
Fonds Souverain de la République Gabonaise	-	1 509,48	584,90	2 289,15	151,65%	779,67
ADP procédures judiciaires	-	896,77		105,98	11,82%	-790,80
Ristournes DGCC	838,26	420,64		744,40	176,97%	323,76
Agrément PME		36,00	28,80	28,80	80,00%	-7,20
Riposte Covid-19 (produit des tests PCR)		3 134,87		23,17	0,74%	- 3 111,70

Sources : DGBFIP, DGCPT 2022.

Inscrites à 292,5 milliards FCFA dans la loi de finances rectificative 2022, les dépenses de biens et services ont été exécutées à hauteur de 292,7 milliards FCFA, soit 100,06%. Les autres postes se décomposent notamment en remboursements de TVA (52,6 milliards FCFA), élections (18,1 milliards FCFA), autres biens et services (197,4 milliards FCFA) et attributions de produits (9,3 milliards FCFA).

○ **Les dépenses de transferts**

Tableau n°27 : Exécution des dépenses de transferts

Titres et catégories	Exécution 2021	LFR 2022(b)	Montant ordonnancé	Règlement 2022		Ecart(a-b)
				Valeur (a)	%	
Titre 4. Dépenses de transfert	130 808,22	270 717,20	198 266,76	160 198,60	59,18%	- 110 518,60
<i>dont:</i>	-				-	-
<i>don Sinopahrm</i>	4 400,00				-	-
<i>Soutien des prix des produits pétroliers</i>	-	80 100,00	15 000,00	15 000,00	18,73%	- 65 100,00
<i>Fonds de concours</i>		1 095,00	699,05	-	0,00%	- 1 095,00
<i>PID-PIH</i>		5 278,89	-	-	0,00%	- 5 278,89
<i>Dons fonctionnement</i>		14 140,85	-	-	0,00%	- 14 140,85
<i>Elections</i>		1 010,00	-	-	0,00%	- 1 010,00
<i>Subvention farine</i>		3 000,00	-	-	0,00%	- 3 000,00
<i>Autres transferts dont:</i>		166 092,63	182 567,71	145 198,60	87,42%	- 20 894,03
<i>Cotisations internationales</i>		8 847,00	7 306,01	2 629,40	29,72%	- 6 217,60
<i>Bourses</i>		45 160,00	55 858,88	55 858,88	123,69%	10 698,88
<i>Samu social</i>		1 485,00	2 313,51	2 312,91	155,75%	827,91
<i>Veuves et orphelins</i>		1 300,00	-	-	0,00%	- 1 300,00
<i>CNAMGS</i>		30 376,38	17 401,32	3 250,01	10,70%	- 27 126,36
<i>Part patronale</i>		10 016,00	9 966,00	-	0,00%	- 10 016,00
<i>Filets sociaux</i>		2 400,00	1 374,31	1 374,31	57,26%	- 1 025,69
<i>Familles économiquement faibles</i>		2 000,00	157,50	157,50	7,88%	- 1 842,50
<i>Personne âgée</i>		1 528,00	411,76	411,76	26,95%	- 1 116,24
<i>CNAMGS</i>		2 352,94	2 000,00	757,50	32,19%	- 1 595,44
<i>Gratuité des accouchement</i>		7 872,00	3 491,74	548,94	6,97%	- 7 323,06
<i>Gabon égalité</i>		1 439,00	300,00	274,24	19,06%	- 1 164,76
<i>Institutions</i>		3 860,00	3 866,36	3 816,08	98,86%	-43,92
<i>Autorités administratives indépendantes</i>		1 356,00	1 467,80	1 367,80	100,87%	11,80
<i>Inhumation et aides aux familles</i>		2 400,00	1 157,22	1 140,52	47,52%	- 1 259,48
<i>Hôpitaux</i>		13 656,00	11 249,30	7 880,50	57,71%	- 5 775,50
<i>dont Covid 19</i>		3 500,00	2 975,00	678,56	19,39%	- 2 821,44
<i>Prime d'assurance</i>		400,00	-	-	0,00%	-400,00
<i>Ticket modérateur</i>		4 500,00	-	-	0,00%	- 4 500,00
<i>Collectivités locales et administration déconcentrée</i>		17 818,95	15 060,52	2 844,34	15,96%	- 14 974,61
<i>Opérateurs et autres transferts</i>	126 408,22	33 494,30	64 979,94	63 823,93	190,55%	30 329,62

Sources : DGBFIP, DGCPT 2022.

Budgétisées à 270,7 milliards FCFA en 2022, les dépenses de transferts ont été exécutées à hauteur de 160,2 milliards FCFA, soit 59,18%. Cette exécution intègre le soutien aux produits pétroliers (15 milliards FCFA) et des autres transferts composés notamment des bourses (55,9 milliards FCFA) et des subventions aux opérateurs (63,8 milliards FCFA).

c. Les dépenses d'investissement

Tableau n°28 : Exécution des dépenses d'investissement

Titres et catégories	Exécution 2021	LFR 2022(b)	Montant ordonnancé	Règlement 2022		Ecart(a-b)
				Valeur (a)	%	
Titre 5. Dépenses d'investissement	142 780,62	325 671,20	234 337,76	184 780,63	56,74%	- 140 890,57
<i>Financements sur ressources propres</i>	78 752,82	180 673,28	148 638,61	99 061,49	54,83%	- 81 611,80
<i>Dont dépenses Covid</i>		432,00	362,59	362,59	83,93%	- 69,41
<i>Transgabonaise</i>			18 028,20	18 028,20	-	18 028,20
<i>Gabon égalité</i>			1 286,61	1 286,61	-	1 286,61
<i>Projets sur dons</i>	2 429,09	6 026,90	-	-	0,00%	- 6 026,90
<i>Projets sur fonds de concours PID-PIH</i>	-	16 672,56	-	-	0,00%	- 16 672,56
<i>Dépenses Covid PID-PIH</i>		1 000,00	-	-	0,00%	- 1 000,00
<i>Financements extérieurs</i>	61 598,71	117 175,10	85 699,15	85 719,15	73,15%	- 31 455,95
<i>Dont dépenses Covid</i>	-	-	1,42	1,42	-	1,42
<i>ADP Contrepartie Zones instables ferroviaires</i>		4 123,37	-	-	0,00%	- 4 123,37

Sources : DGBFIP, DGCPT 2022.

Sur une prévision de 325,7 milliards FCFA, les dépenses d'investissement ont été exécutées à hauteur de 184,8 milliards FCFA, soit 56,74%. Cette exécution est retracée par projets ou nature de projets suivant les sources de financement ainsi qu'il suit :

- Concernant les projets financés sur fonds propres : les dépenses d'investissement sur ce poste ont été exécutées à hauteur de 99,1 milliards FCFA contre une évaluation de 180,7 milliards FCFA soit 54,83%. L'exécution détaillée comprend principalement les projets suivants :
 - Équipement en matériel de voirie du Grand Libreville : 5,8 milliards FCFA ;
 - Aménagement des infrastructures rurales : 12,4 milliards FCFA ;
 - Recensement Général de la Population (Cartographie, Collecte, Analyse et publication) : 1,5 milliard FCFA ;
 - Réhabilitation et construction de bâtiments administratifs : 6,4 milliards FCFA ;
 - Aménagement des voiries de Franceville : 3,2 milliards FCFA ;
 - Mise en place de la Carte Nationale d'Identité biométrique sécurisée : 1,6 milliard FCFA ;
 - Aménagement des voiries du Grand Libreville : 16,2 milliards FCFA ;
 - Développement des réseaux numériques : 5,6 milliards FCFA ;
 - Aménagement de la Transgabonaise : 18 milliards FCFA ;
 - Mise en œuvre des projets de Gabon Egalité : 1,3 milliard FCFA.
- S'agissant des Dons, seul le projet : Appui école des mines et métallurgie de Moanda (PA-E3MG) a fait l'objet d'exécution 58 millions FCFA.
- En ce qui concerne les projets sur financements extérieurs, évalués à 117,2 milliards FCFA, ces dépenses ont été exécutées à hauteur de 85,7 milliards FCFA. Le détail des règlements, présentés par bailleur, concernent les projets ci-après :

Agence Française de Développement (AFD)

- Réhabilitation Transgabonais : 1,9 milliard FCFA ;
- Programme investissement secteur éducation : 14,9 milliards FCFA ;
- Renforcement des structures sanitaires (PNDS II) : 4,4 milliards FCFA.

Banque Africaine de Développement (BAD)

- Appui à la diversification de l'économie gabonaise (PADEG) : 730,1 millions FCFA ;
- Programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Libreville (PIEPAL), volet eau potable : 4,5 milliards FCFA ;
- Appui à l'employabilité des jeunes : 10,5 milliards FCFA ;
- Appui au Programme GRAINE : 2,6 milliards FCFA ;
- Appui au secteur du transport : 73,5 millions FCFA.
- Programme d'Appui au secteur des infrastructures au Gabon (PASIG) Phase I : 664,5 millions FCFA.

Banque Mondiale :

- Accès aux services de base et Renforcement des capacités des services ruraux : 12,9 milliards FCFA ;
- Appui sanitaire au Covid 19 : 1,4 million FCFA ;
- Financement du projet E-Gabon : 5,5 milliards FCFA ;
- Appui à l'employabilité des jeunes : 3,7 milliards FCFA ;
- Développement de la statistique : 3,5 milliards FCFA.

Fonds International de Développement Agricole (FIDA)

- Projet du Développement Agricole et Rural phase II (PDAR) : 652,5 millions FCFA.

UKF/BANCO SANTANDER :

- Conception et réalisation des travaux d'amélioration des conditions de circulation dans les communes de Libreville, Akanda et Owendo : 3 milliards FCFA.

Société Autoroutière du Gabon (SAG)

- Projet : Réaménagement de la route Transgabonaise : 16,1 milliards FCFA.

d. Les autres dépenses

Tableau n°29 : Exécution des autres dépenses

Titres et catégories	Exécution 2021	LFR 2022(b)	Montant ordonnancé	Règlement 2022		Ecart(a-b)
				Valeur (a)	%	
Titre 6. Autres dépenses	24 148,31	47 195,00	51 355,88	43 074,08	91,27%	- 4 120,92
Intérieurs-AJE	6 572,32	15 000,00	19 439,93	13 486,72	89,91%	- 1 513,28
Protocoles transactionnels	5 379,69	10 174,78	18 786,21	13 164,59	129,38%	2 989,81
Condamnations pécuniaires	152,86	3 171,23	653,72	322,13	10,16%	- 2 849,10
Séquestres	-	811,19	-	-	0,00%	-811,19
Autres	1 039,77	842,80	-	-	0,00%	-842,80
Restructuration des entreprises	11 478,00	24 194,90	12 312,21	12 286,42	50,78%	- 11 908,48
Coûts sociaux de restructuration	11 478,00	24 194,90	12 312,21	12 286,42	50,78%	- 11 908,48
Divers	6 098,00	8 000,00	19 603,75	17 300,93	216,26%	9 300,93
Dette aux agents de l'Etat (Rappels)	98,00	3 000,00	3,75	3,75	0,13%	- 2 996,25
Dette CNSS	6 000,00		19 600,00	17 297,18	-	17 297,18
Autres contentieux	-	3 000,00	-	-	0,00%	- 3 000,00
Garantie de l'Etat sur PPP		2 000,00	-	-	0,00%	- 2 000,00

Sources : DGBFIP, DGCPT 2022.

Évaluées à 47,2 milliards FCFA dans la prévision annuelle révisée 2022, les autres dépenses ont été payées à concurrence de 43,1 milliards FCFA, soit 91,27%. Cette dépense prend en compte les protocoles transactionnels liés au contentieux de l'État (13,5 milliards FCFA), la restructuration des entreprises (12,3 milliards FCFA) et la dette CNSS (17,3 milliards FCFA).

B- Les opérations des comptes spéciaux (CS)

En 2022, l'exécution des opérations des comptes spéciaux s'est soldée par un excédent de **36,7 milliards FCFA**, lié à la prise en compte des reports des soldes antérieurs pour 51,1 milliards FCFA. Pour ces comptes, l'exécution en recette est arrêtée à **122,1 milliards FCFA** contre **136,4 milliards FCFA** en dépenses.

Le détail de l'exécution présenté par compte est retracé ainsi qu'il suit :

Tableau n°30 : Détails sur l'exécution des comptes spéciaux.

Recettes					Dépenses				Soldes
RECETTES ENCAISSEES					DEPENSES BASE REGLEMENT				
Nature de la recette	2021		2022		Titres et catégories	2021	2022		Soldes cumulés
	Exécution	Reports	LFR	Exécution		Exécution	LFR	Exécution	
COMPTE DE COMMERCE									
DEVELOPPEMENT DURABLE DE LA PECHE ET DE L'ACQUACULTURE			3 388,70	-	DEVELOPPEMENT DURABLE DE LA PECHE ET DE L'ACQUACULTURE		3 388,70	564,55	-564,55
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours			656,90	-	Titre 3. Dépenses de biens et services		338,87	564,55	
Appui aux politiques sectorielles de la pêche-FDC UE			656,90		Titre 5. Dépenses d'investissement		3 049,83	-	
Titre 4 : Autres recettes			2 731,80	-					
Recettes issues prélèvement des ressources halieutiques CE			2 731,80						
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE									
Pensions	72 401,86	-	78 256,50	74 244,82	Pensions	72 401,86	78 256,50	74 244,82	-
Report à nouveau exercice corrigé					Titre 4. Dépenses de transfert	72 401,86	75 256,50	74 244,82	
Titre 3. Cotisations sociales	72 401,86		75 256,50	74 244,82	Pensions civiles et militaires		66 566,50	66 794,39	
Cotisations salariales (y.c agents publics détachés)	26 013,70		25 592,13	27 294,69	Pensions spéciales	70 358,60	8 690,00	7 450,44	
Part patronale	46 388,16		49 664,37	46 950,13	Frais de gestion du CAS	2 043,26			
Versement du budget général			3 000,00		Titre 6. Autres dépenses		3 000,00	-	
					Rappel pensions NSR		3 000,00	-	
Prestation familiales et sociales	16 477,40	-	16 500,00	16 551,43	Prestation familiales et sociales	16 477,40	16 500,00	16 551,43	-
Report à nouveau exercice corrigé					Titre 4. Dépenses de transfert	16 477,40	16 500,00	16 551,43	
Titre 3. Cotisations sociales	16 477,40		16 500,00	16 551,43	Allocations familiales	16 477,40			
					Prestation familiales et sociales		16 500,00	16 551,43	
Promotion du sport	4 458,64	- 10 672,27	4 888,85	3 725,17	Promotion du sport	16 648,30	4 888,85	11 891,50	- 18 838,60
Report à nouveau sur exercices antérieurs corrigé					Titre 2. Dépenses de personnel	2 462,56			
Titre 1. Recettes fiscales	4 458,64		4 888,85	3 725,17	Titre 3. Dépenses de biens et services	8 710,86	2 444,42	11 456,54	
Taxes sur les jeux de hasard	288,43		539,93	148,20	Titre 4. Dépenses de transfert	3 086,46			
Droit d'accise	4 170,21		4 348,91	3 576,96	Titre 5. Dépenses d'investissement	781,79	2 444,42	434,95	
					Titre 6. Autres dépenses	1 606,62			
Promotion audiovisuelle et cinématographique	1 870,56	307,37	1 486,64	1 819,39	Promotion audiovisuelle et cinématographique	1 859,89	1 486,64	1 819,90	306,87
Report à nouveau sur exercices antérieurs corrigé					Titre 2. Dépenses de personnel				
Titre 1. Recettes fiscales	1 870,56		1 486,64	1 819,39	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 676,72	495,55	1 813,68	
Redevance audiovisuelle	1 870,56		1 486,64	1 819,39	Titre 4. Dépenses de transfert	180,25			
					Titre 5. Dépenses d'investissement	2,92	991,09	6,22	
					Titre 6. Autres dépenses				
Formation pour l'emploi	2 157,17	956,87	4 198,30	2 471,76	Formation pour l'emploi	3 130,53	4 198,30	2 661,06	767,57
Report à nouveau sur exercices antérieurs corrigé					Titre 2. Dépenses de personnel	398,13			
Titre 1. Recettes fiscales	2 157,17		4 198,30	2 471,76	Titre 3. Dépenses de biens et services	577,23	1 399,43	1 733,79	
Taxe de formation professionnelle	2 157,17		4 198,30	2 471,76	Titre 4. Dépenses de transfert	206,52			
					Titre 5. Dépenses d'investissement	386,17	2 798,87	927,27	
					Titre 6. Autres dépenses	1 562,48			
Service universel des communications électroniques	4 245,97	31 022,97	2 440,80	-	Service universel des communications électroniques	-	2 440,80	-	31 022,97

Recettes					Dépenses				Soldes
RECETTES ENCAISSEES					DEPENSES BASE REGLEMENT				
Nature de la recette	2021		2022		Titres et catégories	2021	2022		Soldes cumulés
	Exécution	Reports	LFR	Exécution		Exécution	LFR	Exécution	
Report à nouveau sur exercices antérieurs corrigé					Titre 5. Dépenses d'investissement		2 440,80	-	
Titre 1. Recettes fiscales	4 245,97		2 440,80	-					
Redevance Universelle	4 245,97		2 440,80	-					
Valorisation du patrimoine de l'Etat	20 422,42	12 302,75	18 208,56	3 440,86	Valorisation du patrimoine de l'Etat	18 659,89	18 208,56	6 920,51	8 823,10
Report à nouveau sur exercices antérieurs					Titre 3. Dépenses de biens et services	1 186,67	2 140,60	1 357,62	
Titre 1. Recettes fiscales	20 190,04		17 997,58	3 440,86	Titre 5. Dépenses d'investissement	17 098,79	16 067,96	5 562,89	
Redevance d'Usure de la Route	19 166,42		16 965,62	2 721,63	Titre 6. Autres dépenses	374,43			
Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	1 023,63		1 031,96	719,24					
Titre 4. Autres recettes	232,37		210,98	-					
ROPPRON	-		50,51	-					
Revenus du patrimoine immobilier	232,37		160,47	-					
Financement de l'habitat	7 970,36	6 240,52	7 459,98	8 550,86	Financement de l'habitat	3 434,57	7 459,98	5 000,75	9 790,63
Report à nouveau sur exercices antérieurs					Titre 3. Dépenses de biens et services	-	1 492,00	5 000,75	
Titre 4. Autres recettes	7 970,36		7 459,98	8 550,86	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 434,57	5 967,98	-	
Fonds National de l'habitat	7 970,36		7 459,98	8 550,86					5 360,73
Service public de l'eau et de l'électricité	2 855,11	5 541,99	7 973,85	3 677,10	Service public de l'eau et de l'électricité	3 136,95	7 973,85	3 858,36	
Report à nouveau sur exercices antérieurs									
Titre 1. Recettes fiscales	2 855,11		7 973,85	3 677,10	Titre 2. Dépenses de personnel	1 548,24			
					Titre 3. Dépenses de biens et services	1 198,86	2 392,16	2 754,04	
Redevance de l'eau	300,00		1 053,15	-	Titre 5. Dépenses d'investissement	343,22	5 581,70	1 104,32	
Redevance de l'électricité	2 555,11		6 920,70	3 677,10	Titre 6. Autres dépenses	46,63			
Salubrité publique	4 641,93	5 358,30	7 200,00	7 683,08	Salubrité publique	7 744,31	7 200,00	12 906,52	134,86
Report à nouveau sur exercices antérieurs corrigé					Titre 3. Dépenses de biens et services	74,08	1 468,03	480,20	
Titre 4. Autres recettes	4 641,93		7 200,00	7 683,08	Titre 4. Dépenses de transfert		4 697,17	6 398,59	
Redevance des ordures ménagères	4 641,93		7 200,00	7 683,08	Titre 5. Dépenses d'investissement	7 670,24	1 034,80	6 027,73	
Total des recettes pour les comptes spéciaux	137 501,41	51 058,50	152 002,18	122 164,49	Total des dépenses pour les comptes spéciaux	143 493,69	152 002,18	136 419,40	36 803,59

Sources : DGBFIP, DGCPT 2022.

Le compte de commerce « **Développement durable de la pêche et de l'aquaculture** » enregistre une exécution en dépense de l'ordre de 564,5 millions FCFA sur les biens et services.

Sur une prévision de 78,3 milliards FCFA, le compte d'affectation spéciale « **Pensions** » présente un niveau d'exécution en recettes et en dépenses à 74,2 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 95%. Les recettes dudit CAS sont composées des cotisations sociales des agents (27,3 milliards FCFA) et de la part patronale de l'État (46,9 milliards FCFA). Les dépenses de pensions comprennent deux principales composantes : les pensions civiles et militaire (66,8 milliards FCFA) ainsi que les pensions spéciales (7,5 milliards FCFA).

Le CAS « **Prestations familiales et sociales** » présente une exécution en recettes et en dépenses arrêtée à 16,6 milliards FCFA sur une prévision de 16,5 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 100,3%. Ces recettes ont permis de couvrir les dépenses relatives aux Prestation familiales et sociales.

Le CAS « **Promotion du sport** » a bénéficié de 3,8 milliards FCFA de recettes contre une prévision de 4,9 milliards FCFA, soit une réalisation de 77,8%. Ces recettes proviennent du recouvrement de la taxe sur les jeux de hasard (148 millions FCFA) et les droits d'accises (3,6 milliards FCFA).

Les dépenses adossées à ces recettes ont été exécutées à hauteur de 11,9 milliards FCFA sur une prévision de 4,9 milliards FCFA, soit un taux de 243,2% au-dessus de l'autorisation parlementaire. Elles comprennent les dépenses en biens et services de 11,5 milliards FCFA et en investissement pour 435 millions FCFA.

Sur une prévision de 1,5 milliard FCFA, le CAS « **Promotion audiovisuelle et cinématographique** » présente une exécution en recettes et en dépenses de 1,8 milliard FCFA, soit un taux d'exécution de 100%. Le niveau des recettes tient compte de la redevance audiovisuelle (1,8 milliard FCFA). L'ensemble de ces recettes a permis de couvrir les dépenses de biens et services (1,8 milliard FCFA) et les dépenses d'investissement (6,2 millions FCFA).

Pour 2022, le CAS « **Formation pour l'emploi** » enregistre un solde prévisionnel de 4,2 milliards FCFA. L'exécution de ce CAS en recettes est de 2,4 milliards FCFA contre 2,7 milliards FCFA en dépenses.

Ces recettes qui proviennent de la taxe de formation professionnelle (2,4 milliards FCFA) ont permis de prendre en charge les dépenses de biens et services pour 1,7 milliard FCFA et les dépenses d'investissement pour 927,3 millions FCFA.

Concernant le CAS « **Service universel des communications électroniques** » prévu à 2,4 milliards FCFA, aucune exécution n'a été enregistrée sur ce compte.

Le CAS « **Valorisation du patrimoine de l'État** » a été exécuté à hauteur de 3,4 milliards FCFA en recettes et à 6,9 milliards FCFA en dépenses. La redevance d'usure de la route (2,7 milliards FCFA) et la Taxe spéciale immobilière sur les loyers (713 millions FCFA) constituent les deux principales recettes. En dépense, l'exécution est arrêtée, pour les biens et services à 1,4 milliard FCFA et pour les investissements à concurrence de 5,6 milliards FCFA.

Le CAS « **Financement de l'habitat** » enregistre un niveau de recouvrement de 8,5 milliards FCFA en recettes sur une prévision de 7,5 milliards FCFA. En dépenses, l'exécution porte sur les biens et services pour un montant de 5 milliards FCFA.

Prévue à 7,9 milliards FCFA, le compte « **Service public de l'eau et de l'électricité** » a enregistré des recettes de l'ordre de 3,7 milliards FCFA issues de la Redevance de l'Électricité. Les dépenses, quant à elles, se situent à 3,9 milliards FCFA couvrant ainsi les biens et services (2,8 milliards FCFA) et les investissements (1,1 milliard FCFA).

Le compte « **Salubrité publique** », prévu à 7,2 milliards FCFA, enregistre 7,7 milliards FCFA de recettes collectées. En dépenses, l'exécution est arrêtée à 12,9 milliards FCFA, répartie en biens et services (480 millions FCFA), en transfert (6,4 milliards FCFA) et en investissements (6 milliards FCFA).

II. L'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT

Prévues à **960,1 milliards FCFA** dans la prévision annuelle révisée 2022, les ressources de trésorerie et de financement ont été mobilisées à **1 141,9 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 119%. De même, les charges de trésorerie et de financement ont été exécutées à **1 853,4 milliards FCFA** sur **1 097,2 milliards FCFA** prévus, soit un taux d'exécution de 169%.

De ces opérations, il en ressort un résultat définitif négatif arrêté à **-711,5 milliards FCFA** tel qu'indiqué dans le tableau ci-après.

Tableau n°31 : Exécution des opérations de trésorerie et de financement

Trésorerie et financement	Exécution 2021	LFR 2022	Exécution 2022		
			Valeur	%	Ecart
RESSOURCES	1 473 947,79	960 086,97	1 141 850,88	118,93%	181 763,92
CHARGES	1 290 334,72	1 097 238,25	1 853 386,01	168,91%	756 147,76
Résultats des opérations de trésorerie et de financement	183 613,07	-137 151,28	-711 535,12		- 574 383,84

Sources : DGBFIP, DGCPT 2022

A- Les ressources de trésorerie et de financement

L'exécution des ressources de trésorerie et de financement est arrêtée à **1 141,9 milliards FCFA** sur une prévision de **960,1 milliards FCFA** dans la loi de finances rectificative 2022, soit un taux d'exécution de 119%.

Cette performance résulte des réalisations sur les tirages de 365,6 milliards FCFA, les émissions de titres publics pour 474 milliards FCFA, le financement bancaire de 53,8 milliards FCFA et le financement non bancaire pour 197,9 milliards FCFA.

Tableau n°32 : Exécution des ressources de trésorerie et de financement

Ressources de trésorerie et de financement	Exécution 2021	LFR 2022	Exécution 2022		
			Valeur	%	Ecart
Tirages	125 329,71	369 503,16	365 614,64	98,95%	-3 888,53
Tirages sur conventions en cours	61 598,71	117 175,10	85 719,15	73,15%	-31 455,95
Tirages sur prêts programmes	63 731,00	252 328,07	279 895,49	110,93%	27 567,42
Emissions de titres publics	1 119 499,87	410 088,15	474 024,10	115,59%	63 935,95
Emissions de titres publics sur le Marché international	456 000,00	-	-	-	-
Emissions de titres publics sur le Marché intérieur	663 499,87	410 088,15	474 024,10	115,59%	63 935,95
<i>Obligations du Trésor Assimilables</i>	474 672,12	-	299 024,10	-	299 024,10
<i>Emprunt obligataire APE</i>	95 561,88		175 000,00		175 000,00
<i>Titrisation de la dette intérieure</i>	93 265,87				-
Droits de tirages spéciaux		120 000,00	50 536,53	42,11%	-69 463,47
Financement bancaire		-	53 800,00	-	53 800,00
Banques commerciales		-	53 800,00	-	53 800,00
Financement non bancaire	229 118,22	60 495,66	197 875,62	327,09%	137 379,96
Accumulation des instances	228 942,81	60 495,66	197 875,62	327,09%	137 379,96
Fonds Souverain de la RG	175,40				-
Total	1 473 947,79	960 086,97	1 141 850,88	118,93%	181 763,92

Sources : DGBFIP, DGCPT 2022.

B- Les charges de trésorerie et de financement

Les charges de trésorerie et de financement ont été exécutées à hauteur de **1 853,4 milliards FCFA** sur une prévision de **1 097,2 milliards FCFA**, soit un taux de 168,91%. Cette exécution résulte de la consolidation des amortissements de la dette extérieure (235,9 milliards FCFA), des amortissements des prêts du secteur bancaire (508,7 milliards FCFA), des autres amortissements (604,8 milliards FCFA), des prêts et avances (104,4 milliards FCFA), ainsi que les dépenses non budgétisées (399,6 milliards FCFA).

Le détail de cette exécution est présenté dans le tableau suivant.

Tableau n°33 : Exécution des charges de trésorerie et de financement

Charges de trésorerie et de financement	Exécution 2021	LFR 2022	Exécution 2022		
			Valeur	%	Ecart
Amortissement dette extérieure	553 516,51	287 930,85	235 944,70	81,94%	- 51 986,16
Emprunts extérieurs-courants	523 230,76	247 329,07	186 168,44	75,27%	- 61 160,63
Bilatéraux	58 806,22	80 177,43	60 653,94	75,65%	- 19 523,49
Multilatéraux	40 485,79	100 984,68	66 379,93	65,73%	- 34 604,75
Banques	46 214,43	52 723,91	43 616,38	82,73%	- 9 107,53
Marché international	377 724,31	13 443,06	15 518,20	115,44%	2 075,14
Emprunts extérieurs-arriérés	30 285,75	40 601,78	49 776,25	122,60%	9 174,47
Bilatéraux	1 408,28	7 192,80	18 134,22	252,12%	10 941,42
Multilatéraux	14 625,15	22 244,81	9 699,13	43,60%	- 12 545,68
Banques	14 252,32	11 164,17	21 942,90	196,55%	10 778,73
Amortissement des prêts du secteur bancaire	373 504,57	447 479,40	508 706,89	113,68%	61 227,49
Intérieur-DGD	373 504,57	447 479,40	508 706,89	113,68%	61 227,49
Emprunts intérieurs-courants	373 504,57	447 479,40	508 706,89	113,68%	61 227,49
Banques	58 181,24	61 287,06	87 139,50	142,18%	25 852,44
Moratoires	158 655,98	137 710,00	173 085,05	125,69%	35 375,05
Marchés Financiers	156 667,35	248 482,34	248 482,34	100,00%	0,01
Obligations du Trésor Assimilables (OTA)					-
Autres amortissements	242 890,00	218 980,00	604 772,53	276,18%	385 792,53
Bons du Trésor Assimilables (BTA)	17 045,41	10 000,00	26 492,77	264,93%	16 492,77
Instances Trésor de la période précédente	160 194,20	107 595,00	426 025,58	395,95%	318 430,58
Arriérés de TVA Hors Pétrole	56 773,11	35 819,00	54 911,96	153,30%	19 092,96
Arriérés de TVA Pétrole		55 400,00	87 183,20	157,37%	31 783,20
Arriérés intérêts Extérieurs	8 877,28	10 166,00	10 159,01	99,93%	- 6,99
Prêts et avances	120 423,65	142 848,00	104 368,28	73,06%	- 38 479,72
Remboursement avances auprès des banques commerciales	120 423,65	-	87 848,49	-	87 848,49
Dépôts BEAC		132 848,00	-	0,00%	- 132 848,00
Fonds Souverain de la RG		10 000,00	16 519,79	165,20%	6 519,79
Autres dépenses non budgétisées			399 593,61	-	399 593,61
Fonds spéciaux et de souveraineté			311 263,34	-	311 263,34
Prime des administrations financières			88 330,27	-	88 330,27
Total	1 290 334,72	1 097 238,25	1 853 386,01	168,91%	756 147,76

Sources : DGBFIP, DGCPT 2022.

III. Les Opérations de la comptabilité générale

A- Présentation du bilan

Le bilan décrit séparément les éléments d'actif et de passif constituant le patrimoine de l'État. Il est établi par rapprochement des éléments d'actif et de passif de l'exercice. En 2022, le niveau de l'actif est arrêté à **2 960,6 milliards FCFA** et du passif à **8 966,5 milliards FCFA**, soit une situation nette de **656,1 milliards FCFA**.

1. Les éléments de l'actif

Les éléments de l'actif sont l'actif immobilisé, l'actif circulant, la trésorerie active et les comptes de régularisation actifs. Au titre de l'exercice 2022, ils ont été arrêtés comme suit :

- Actif immobilisé : 2 284,6 milliards FCFA ;
- Actif circulant : 285,3 milliards FCFA ;
- Trésorerie active : 392,1 milliards FCFA ;
- Comptes de régularisation actifs : -1,4 milliard FCFA.

2. Les éléments du passif

Les éléments du passif sont les dettes financières, les dettes non financières, les provisions, la trésorerie passive et les comptes de régularisation passifs.

Au titre de l'exercice 2022, les éléments du passif ont été arrêtés comme suit :

- Dettes financières : 7 153 milliards FCFA ;
- Dettes non financières : 1 151,7 milliards FCFA ;
- Trésorerie passive : 565,3 milliards FCFA ;
- Comptes de régularisation passifs : 96,6 milliards FCFA.

Tableau n°34 : Bilan

ACTIF	Note	Exercice 2022			Exercice 2021
	(Notes annexes)	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIFS IMMOBILISES (I)		2 284 551 404 558		2 284 551 404 558	2 281 807 654 109
Immobilisations incorporelles	1	40 399 822 545		40 399 822 545	31 367 462 585
Immobilisations corporelles		1 870 424 099 744		1 870 424 099 744	1 656 677 595 131
Immobilisations non produites	2	220 804 869 823		220 804 869 823	214 848 482 889
Immeubles et ouvrages		1 256 084 738 738		1 256 084 738 738	1 121 032 311 644
Mobilier et matériel		324 588 815 009		324 588 815 009	256 540 584 514
Équipements des forces de défense et de sécurité		68 945 676 174		68 945 676 174	64 256 216 084
Immobilisations financières		374 770 331 808		374 770 331 808	593 762 596 393
Participations financières	3	374 770 331 808		374 770 331 808	593 762 596 393
Autres immobilisations financières					
ACTIFS CIRCULANTS (II)		285 315 027 384		285 315 027 384	4 745 599 782
Stocks	4			-	
Clients, redevables et comptes rattachés	5	281 498 995 988		281 498 995 988	125 142 853
Fournisseurs débiteurs					
Clients				-	
Redevables, recettes fiscales		281 373 853 135		281 373 853 135	-
Redevables, recettes non fiscales					
Créances douteuses		125 142 853		125 142 853	125 142 853
Autres créances	6				
Produits à recevoir					
Débiteurs divers		3 816 031 396		3 816 031 396	4 620 456 929
Charges comptabilisées d'avance		,	,	,	
TRESORERIE ACTIVE (III)		392 114 579 806		392 114 579 806	401 887 735 788

ACTIF	Note	Exercice 2022			Exercice 2021
	(Notes annexes)	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
Titres de placement	7				
Banques, établissements financiers et assimilés		382 039 436 909		382 039 436 909	393 100 975 385
Effets à recevoir et engagements cautionnés					
Comptes BEAC		382 039 436 909		382 039 436 909	393 100 975 385
Comptes courants postaux					
Comptes dans les banques commerciales					
Paielements bancaires en cours d'exécution					
Caisse		10 075 142 897		10 075 142 897	8 786 760 403
COMPTES DE REGULARISATION (IV)		-1 421 217 856		-1 421 217 856	27 792 197 760
Services non personnalisés de l'État (Régies d'avances) (1)	8				
Relations avec les Budgets annexes et les Comptes Spéciaux (1)				-	
Comptes de liaisons internes (1)				-	
Imputation provisoire de dépenses		-19 441 887 738		-19 441 887 738	118 836
Comptes de régularisation-actif					27 792 078 924
Mouvements de fonds et d'effets (1)		18 020 669 882		18 020 669 882	-
TOTAL DE L'ACTIF A = I+II+III+IV		2 960 559 793 892		2 960 559 793 892	2 716 233 187 439

Sources : DGCPT 2022.

Tableau n°35 : Passif

PASSIF	Note (Notes annexes)	Exercice 2022	Exercice 2021
DETTES FINANCIERES (VI)		7 152 984 989 552	6 745 483 041 290
Dettes intérieures	9	2 607 740 054 083	2 525 774 498 439
Obligations du Trésor, Résidents et ICNE		1 513 186 645 000	1 287 556 769 999
Emprunts projets et ICNE			
Autres dettes à LMT et ICNE		1 094 553 409 083	1 238 217 728 440
Dettes extérieures		4 545 244 935 469	4 219 708 542 851
Obligations du Trésor, Non-Résidents		1 565 438 813 671	1 490 336 212 236
Emprunts projets et ICNE		2 224 884 199 465	2 192 006 172 159
Emprunts programmes et ICNE		754 921 922 333	537 366 158 456
Autres dettes à LMT et ICNE			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (VII)		-	-
Provisions pour risques d'exploitation liés au partenariat public privé	10		
Provisions pour risques d'investissement liés au partenariat public – privé			
Autres provisions pour risques et charges			
DETTES NON FINANCIERES (VIII)		1 151 663 079 803	1 495 588 262 985
Fournisseurs et comptes rattachés	11	994 016 276 245	1 293 683 454 707
Clients et autres tiers créditeurs		126 552 967 843	128 307 767 822
Rémunération du personnel		29 907 703 390	58 177 658 469
État et organismes rattachés		1 186 132 325	15 419 381 987
Débiteurs divers			
Fournisseurs, titres non parvenus (charges à payer)			
Personnel, charges à payer			
État et organismes rattachés, charges à payer			
Créditeurs divers			
Produits comptabilisés d'avance			
TRESORERIE – PASSIF (IX)		565 268 289 070	583 905 742 889
Correspondants et comptes rattachés	7	264 073 483 197	280 893 096 914
Collectivités locales, Établissements publics locaux		18 317 196 030	20 039 024 747
Sociétés et organismes publics nationaux		245 756 287 167	260 854 072 167

PASSIF	Note (Notes annexes)	Exercice 2022	Exercice 2021
Opérateurs de l'État et tiers créiteurs dans le cadre de politiques publiques			
Opérations avec l'étranger, Organismes internationaux			
Cartes de paiement du Trésor		-	16 090 652
Dépôts au Trésor		9 638 711 013	6 196 958 160
Bons du Trésor à moins d'un an		241 019 564 142	267 512 337 015
Avances et lignes de trésorerie		-	29 287 260 148
Or et Droits de Tirages Spéciaux		50 536 530 718	
COMPTES DE REGULARISATION (X)		96 585 792 755	57 846 440 630
Services non personnalisés de l'État (1)	8		
Relations avec les Budgets annexes et les CS (1)			
Comptes de liaisons internes (1)		96 586 525 626	57 772 644 955
Imputation provisoire de recettes		-732 871	73 795 675
Comptes de régularisation – passif			
TOTAL DU PASSIF B = VI + VII + VIII + IX + X		8966 502 151 180	8882 823 487 794

Sources : DGCPT 2022.

Tableau n°36 : Situation nette

SITUATION NETTE	Note (Notes annexes)	Exercice 2022	Exercice 2021
Report à nouveau	12	-8 178 578 635 379	-6 725 151 708 140
Résultat de l'exercice		419 224 305 004	-26 194 224 730
Résultats des exercices antérieurs en attente d'affectation			631 068 110 984
Comptes d'intégration et de contrepartie		281 373 853 135	
Écarts d'équivalence		374 770 331 808	
Écarts de réévaluation			
Situation nette = total actif A – total passif B		656 144 184 943	-6 120 277 821 886

Sources : DGCPT 2022.

B- Présentation du compte de résultat

Le compte de résultat est établi par rapprochement des produits et des charges. Pour l'exercice 2022, les produits sont arrêtés à **2 291,2 milliards FCFA** et les charges à **1 871,9 milliards FCFA**, soit un résultat de **419,2 milliards FCFA**.

1. Les produits

Les produits comprennent les produits fiscaux, les produits de fonctionnement et d'intervention ainsi que les produits financiers. Au titre de l'exercice 2022, ils ont été arrêtés comme suit :

- Produits fiscaux : 767,2 milliards FCFA ;
- Autres produits de fonctionnement : 1 515, 5 milliards FCFA ;
- Produits financiers : 8,4 milliards FCFA.

2. Les charges

Les charges comprennent les charges de fonctionnement, les charges d'intervention ainsi que les charges financières. Au titre de l'exercice 2022, elles ont été arrêtées comme suit :

- Charges de fonctionnement : 1 238,9 milliards FCFA ;
- Charges d'intervention : 295,5 milliards FCFA ;
- Charges financières : 337,6 milliards FCFA.

Le compte de résultat de l'exercice 2022 est retracé dans les tableaux suivants :

Tableau n°37 : Produits

PRODUITS	Note (Notes annexes)	Exercice 2022	Exercice 2021
I. Produits fiscaux		767 215 136 867	809 988 839 692
Produits fiscaux (hors impôts sur sociétés pétrolières)		767 215 136 867	809 988 839 692
<i>Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital</i>		202 306 351 057	191 013 630 443
<i>Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations</i>		137 958 995 448	127 520 675 155
<i>Impôts sur le patrimoine</i>		800 000	9 312 509
<i>Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services</i>		219 941 825 547	154 375 983 891
<i>Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales</i>		207 005 821 197	337 069 237 694
<i>Autres recettes fiscales</i>		1 343 618	
II. Autres produits		1 515 502 428 407	712 925 834 731
Produits pétroliers		1 415 357 567 178	592 466 418 978
<i>Impôts sur les sociétés pétrolières</i>		53 668 523 574	45 758 807 083
<i>Revenus du domaine pétrolier</i>		1 273 233 030 392	533 069 131 418
<i>Produits de participations des sociétés pétrolières</i>		88 456 013 212	13 638 480 477
Autres produits de fonctionnement		72 850 169 072	94 445 716 048
Ventes de produits et de services			
Recettes non fiscales		72 850 169 072	94 445 716 048
<i>Revenus de l'entreprise et du domaine</i>		45 967 617 836	60 448 694 441
<i>Droits et frais administratifs</i>		3 866 693 970	15 717 432
<i>Amendes, pénalités et condamnations pécuniaires</i>			
<i>Recettes diverses du budget</i>		23 015 857 266	33 981 304 175
Produits exceptionnels			
Production immobilisée			
Transfert de charges			
Reprises sur provisions à caractère non financier	18		
Produits d'intervention		27 294 692 157	26 013 699 705
Produits relatifs aux pensions et aux prestations familiales	19	27 294 692 157	26 013 699 705
Transferts reçus d'autres budgets	20		
Dons et legs			
III. Produits financiers		8 447 851 582	16 812 014 799
Intérêts des prêts et avances			
Produits des participations financières hors dividendes des sociétés pétrolières		8 447 851 582	16 812 014 799
Gains de change			
Autres produits financiers			
Reprises sur provisions à caractère financier			
TOTAL = I+II+III		2 291 165 416 856	1 539 726 689 222

Sources : DGCPT 2022.

Tableau n°38 : Charges

CHARGES	Notes annexes	Exercice 2022	Exercice 2021
I. Charges de fonctionnement		1 238 921 087 030	1 007 323 830 472
Charges de personnel		709 934 261 171	681 963 588 937
<i>Rémunération des fonctionnaires</i>		630 261 949 342	617 957 998 562
<i>Rémunération de la main d'œuvre non permanente</i>		36 233 050 114	38 344 164 003
<i>Solde des autres catégories des agents de l'État</i>			97 766 189
<i>Primes et indemnités diverses</i>		5 720 776 886	7 708 772 383
<i>Cotisations sociales</i>		4 094 865 353	385 884 842
<i>Autres dépenses de personnel</i>		33 623 619 476	17 469 002 958
Autres charges de fonctionnement (B)= a+b		338 040 748 888	301 177 086 861
Achats de biens et variation de stocks = a		65 080 797 853	45 033 713 519
<i>Fournitures</i>		23 085 717 100	11 755 663 440
<i>Alimentation</i>		22 993 980 675	20 484 117 861
<i>Variation de stocks des biens achetés</i>			

CHARGES	Notes annexes	Exercice 2022	Exercice 2021
Eau, électricité, gaz et autres sources d'énergie		5 058 164 067	7 412 252 219
Matériels et fourniture spécifiques		13 921 701 011	4 084 952 489
Autres achats de biens		21 235 000	1 296 727 510
Achats de services= b		272 959 951 035	256 143 373 342
Frais de missions et de transport		11 683 937 449	10 106 718 533
Loyers		16 283 335 614	25 442 775 415
Services extérieurs		78 487 507 747	48 849 166 914
Entretien et maintenance		3 649 836 155	2 633 511 523
Assurances		248 092 415	1 354 587 494
Frais relation publiques- Communication et télécommunications		3 630 606 751	1 067 072 584
Subventions des dépenses des biens et services des entités en autonomie de gestion		158 976 634 904	166 689 540 879
Remboursement des recettes encaissées			
Charges exceptionnelles		190 946 076 971	24 183 154 674
Dotations aux amortissements et aux provisions	18		
II.Charges d'intervention	20	295 461 609 869	246 234 597 889
Subventions		15 000 000 000	0
Subventions aux entreprises publiques		15 000 000 000	
Transferts		280 461 609 869	246 234 597 889
Pensions de retraite des fonctionnaires et autres agents de l'État		74 244 824 283	45 868 156 732
Transferts aux ménages		78 485 149 044	71 147 360 780
Autres transferts		127 731 636 542	129 219 080 377
III.Charges financières	21	337 558 414 953	312 362 485 591
Intérêts et frais financiers		336 523 479 721	311 433 754 089
Pertes de change		1 034 935 232	928 731 502
Autres frais financiers			
II. TOTAL DES CHARGES = 1+2+3		1 871 941 111 852	1 565 920 913 952

Sources : DGCPT 2022.

Tableau n°39 : Résultats

RESULTAT	Exercice 2022	Exercice 2021
Total des produits (I)	2 291 165 486 856	1 539 726 689 222
Total des charges (II)	1 871 941 111 852	1 565 920 913 952
I - II = RESULTAT DE L'EXERCICE	419 224 305 004	-26 194 224 730

Sources : DGCPT 2022.

Fait à Libreville, le

Le Ministre de l'Economie et des Participations

Le Ministre des Comptes Publics

Mays MOUISSI

Charles M'BA